

# Mesure de la résilience de la population burundaise

## Enquête qualitative dans les plateaux centraux humides (Kayanza et Ngozi) et dans les dépressions du nord (Kirundo)

---

**Dr NKURUNZIZA Sandra (Médecin)**

**Dr MISAGO Aloys (Socio anthropologue)**

**Mr AKINTORE Adélard (Socio économiste)**

---

**Phase II**

**Septembre 2022**

---



# ATAB

Assistance technique à la Coopération européenne  
pour le développement rural du Burundi

AT AGRINATURA Burundi (ATAB - Assistance Technique d'Agrinatura au Burundi) est un programme d'Assistance Technique à la Coopération européenne pour le développement rural du Burundi.

Cette Assistance Technique est assurée par un consortium composé d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche, d'organisations de la société civile en Europe et au Burundi.

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne*



2



# Table de matières

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
RESUME EXECUTIF .....	1
CHAPITRE PREMIER.CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	1
1.1 Le contexte pays (Burundi) .....	1
1.2 Le contexte de l'étude .....	1
1.3 Les leçons apprises lors des précédentes phases de recherche (quantitative et qualitative) .....	3
1.4 Rappel des objectifs de l'étude et des résultats attendus .....	4
1.4.1 Objectif général .....	4
1.4.2 Objectifs spécifiques .....	4
1.5 Méthodologie de mise en œuvre et expertise.....	5
1.5.1. Les groupes de discussion .....	5
1.5.2. Zone et population d'étude .....	6
1.5.3 Collecte des données .....	6
1.5.4 Analyse des données .....	7
CHAPITRE DEUX. LES ASPIRATIONS DE LA POPULATION ET LES FORCES POUR LES ATTEINDRE.....	8
2.1 Les productions agro-pastorales et le rôle du BPAE .....	8
2.1.1 Les cultures de rente .....	8
2.1.2 Les principales cultures vivrières .....	9
2.1.3 L'élevage.....	9
2.1.4 Les BPEAE, un partenaire incontournable.....	10
2.2 Les aspirations des populations compte tenu du contexte actuel.....	11
2.2.1 Les aspirations communes aux menages agricoles et non agricoles .....	11
2.2.2 Les aspirations des ménages vivant essentiellement de l'agriculture.....	15
2.2.3. Les aspirations des ménages vivant plus des activites autres que l'agriculture.....	18
2.2.4. Les aspirations des jeunes .....	20
2.3 Les réponses reçues de l'environnement naturel pour atteindre les différentes aspirations .....	21
2.4 Les pouvoirs internes des menages pour renforcer la resilience .....	23
2.5 Les organisations du milieu et les possibilités offertes aux populations .....	25
2.5.1. Les possibilités de commercialiser les produits agricoles .....	25
2.5.2. Les structures déconcentrées des ministères .....	27
2.5.3. Les organisations locales de la société civile et les ONG internationales .....	30

2.5.4. Les unités locales de collecte des produits et de transformation.....	31
2.5.5. Les contraintes des ménages .....	31
2.5.6. Les contraintes des organisations .....	32
CHAPITRE TROIS. LES STRATEGIES FACE AUX DIFFERENTS CHOCS .....	33
3.1. Les stratégies adoptées en permanence par les ménages.....	33
3.2. Les stratégies adoptées en cas de chocs .....	36
CHAPITRE QUATRE. LES DOMAINES A APPPROFONDIR.....	39
4.1 La santé des communautés.....	39
4.2. Le développement des jeunes.....	44
4.3 La taxation des produits agricoles.....	46
4.4 Le domaine de l'énergie.....	46
CONCLUSIONS.....	47
RECOMMANDATIONS .....	50



## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

ASC	: Agent de Santé Communautaire
ATAB	: Assistance Technique à la Coopération Européenne pour le Rural au Burundi
AVSI	: Association des Volontaires pour le Service International
BDS	: Bureau du District sanitaire
BPEAE	: Bureau Provinciale de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage
BPS	: Bureau Provincial de Santé
CAM	: Carte d'Assistance Médicale
CDS	: Centre de Santé
CEP	: Champs Ecoles Paysans
CMHA	: Chefs de Ménages Hommes vivant essentiellement de l'agriculture
CMHnA	: Chefs de Ménages Hommes dépendant essentiellement des activités autres que l'agriculture
CMFA	: Chefs de Ménages femmes vivant essentiellement de l'agriculture
CMFnA	: Chefs de Ménages Femmes dépendant essentiellement des activités autres que l'agriculture
DN	: Dépressions du Nord
DUE	: Délégation de l'Union Européenne au Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PCH	: Plateaux Centraux Humides
SIDA	: Syndrome d'Immuno-déficience acquis
UCODE	: Union pour la Coopération et le Développement
UE	: Union Européenne
WHH	: Welthungerhilfe

## RESUME EXECUTIF

Cette étude a pour objectif principal de contribuer à la compréhension des solutions pour améliorer la résilience des populations burundaises. A la fin, elle devrait aider à plus de compréhension des atouts/capacités/solutions visant à améliorer la résilience des populations les plus pauvres dans deux zones agroécologiques différentes du Burundi par rapport aux stratégies mises en place par les populations face aux différents chocs mais également pour leur développement sur le long-terme).

L'étude devrait aussi aider à comprendre certaines thématiques de la première phase qualitative, à savoir l'identification des maladies chroniques, la perception de la maladie par les communautés ainsi que les facteurs influençant le recours aux pratiques traditionnelles ou modernes, les facteurs influençant les pratiques alimentaires et soins aux enfants au sein des ménages, les motivations et les effets liés à la migration des jeunes, ainsi que les formalités et les effets de la taxation de la vente des produits agricoles.

Pour parvenir à ces objectifs, l'équipe de recherches a formé des groupes de discussion de 8 à 12 participants chacun, tout en prenant soin de séparer les hommes et les femmes. Des groupes de discussion des jeunes de 18 à 25 ans ont été également menés afin de comprendre leurs aspirations économiques et sociales pour leur vie adulte, et pour aborder spécifiquement les phénomènes liés à la migration.

En plus des chefs de ménages et des groupes de jeunes, l'équipe de chercheurs a mené également des entretiens avec les acteurs locaux et les partenaires de mise en œuvre.

Les zones couvertes par cette étude furent les mêmes zones agro-écologiques que celles visitées pendant la première enquête qualitative : les Plateaux Centraux Humides (provinces Kayanza et Ngozi) et les Dépressions du Nord (province Kirundo). Les communes concernées sont Vumbi, Gashikanwa et Butaganzwa.

**Les principaux résultats** de l'étude sont les suivants.

En matière de développement rural, on a constaté que les populations sont dans l'ensemble très ouvertes aux échanges, éveillées et ont un sens critique sur leur situation et leur environnement. Les personnes issues de ménages pauvres et très pauvres, hommes, femmes et jeunes ont souvent des plans précis pour leur propre développement et démontrent une volonté de s'en sortir par leur travail, d'apprendre, de progresser... Ils sont dans l'ensemble ouverts aux changements et réceptifs par rapport aux innovations qui ont pu être apportées sur la zone.

Nous avons dialogué avec des chefs de ménages qui sont déterminés et qui luttent face aux différentes adversités de la vie mais qui ont des moyens limités. Ils ont des aspirations légitimes qui partent de la volonté d'assurer les besoins liés à la sécurité alimentaire jusqu'aux besoins d'estime (maisons construites en matériaux durables, dispositions des moyens de communication comme la télévision, et les téléphones portables, etc.) en passant par la satisfaction dans les domaines sociaux (éducation, eau potable, etc.).

La cohésion sociale est un besoin permanent pour créer un environnement propice pour atteindre les différentes aspirations. Cet ingrédient est mis en avant certainement à cause du passé conflictuel qu'a connu le pays et des conflits fonciers qui sont les plus courants dans le milieu rural. La stratégie adoptée ici est de ne pas porter le conflit très loin et d'essayer de la résoudre par des mécanismes locaux de conciliation.

Les organisations gouvernementales et ONG (locales et internationales) présentes sur place ont également des moyens limités face à une forte demande, principalement consécutive à l'augmentation sans cesse des effectifs de la population. Les plus pauvres se trouvent exclus par des interventions qui requièrent des capacités minimales au niveau des ménages. Par exemple pouvoir conduire des animaux (même le petit bétail) ou pouvoir mobiliser des fonds pour commander à temps des engrais minéraux, « malgré la politique de subvention ».

D'une manière particulière, les jeunes sont touchés par cette situation parce qu'ils ont des difficultés de réinsertion socio-économique. Malgré les expériences négatives de la migration, ils partent à l'aventure en espérant pouvoir rassembler des moyens (surtout financiers) pour retourner investir dans leurs milieux.

Deux facilités sont principalement offertes aux ménages. Il s'agit de la possibilité de développer une gamme variée de cultures et surtout les possibilités de les valoriser par la vente. Cette deuxième facilité découle de la présence des routes interconnectées et relativement bien entretenues et des marchés qui sont tenus régulièrement dans toutes les communes. Les stratégies adoptées visent effectivement à assurer l'atteinte des différentes aspirations malgré des difficultés. Les difficultés sont liées à l'exiguïté des terres et à la perte de leur fertilité. Sans élevage pour produire du fumier, il est difficile d'augmenter les rendements sur de petites superficies, alors que les opportunités d'emplois (pour compléter les revenus agricoles) sont rares dans le milieu. Les groupements locaux d'épargne et crédit permettent de faire face aux besoins de liquidité pour faire face à des chocs et pour investir.

Pour renforcer la résilience des populations des interventions allant dans les sens du développement rural sont à envisager.

**En matière de santé**, le comportement des communautés des zones visitées, à savoir les plateaux centraux humides et les dépressions du Nord, sont les mêmes face à la maladie. Elles ont toutes recours aux structures sanitaires comme première intention. Seuls, l'échec du traitement, la suspicion d'empoisonnement et « l'inflammation de la luette » poussent les communautés à avoir recours aux guérisseurs traditionnels. Les services curatifs et préventifs offerts au niveau des structures sanitaires sont généralement appréciés par les communautés. Néanmoins, les femmes des zones visitées déplorent que les frais occasionnés par la prise en charge des effets secondaires liés aux contraceptifs constituent une barrière aux soins de santé et l'utilisation de ceux-ci.

La carte d'assistance médicale, est une stratégie qui a été très adoptée par la population pour réduire le coût lié aux soins de santé surtout en cas de paludisme. Toutefois, la disponibilité de la carte d'assistance médicale était problématique lors de notre passage et le manque de certains médicaments aux structures sanitaires réduit l'utilité de cette dernière.

La santé mentale est un problème réel dans les communautés burundaises et la prise en charge des maladies mentales reste très problématique dans la mesure où les structures sanitaires pouvant s'en occuper y sont quasi inexistantes.

Concernant le **développement des jeunes**, dans les plateaux centraux humides les jeunes migrent pour chercher du capital et revenir investir sur leur lieu d'origine. Les migrations les plus lointaines dans les pays étrangers sont plus fréquentes chez les jeunes diplômés, les jeunes qui ont été faiblement scolarisés cherchent du travail plutôt au Burundi ou dans les pays limitrophes. S'ils ont des opportunités sur place, ils sont peu attirés par la migration.

Cependant s'ils restent sur leur colline d'origine, ils ne gagnent pas assez pour faire des économies nécessaires à la réalisation de leurs projets de développement. La principale destination pour la migration des jeunes est Bujumbura, mais certains se rendent aussi en Tanzanie. Notons par ailleurs, que l'absence temporaire des jeunes sur leur zone natale peut les priver de plusieurs opportunités de cultiver des terres ou démarrer de nouvelles activités localement. Pour les jeunes filles, la migration est liée à des risques de grossesse hors mariage



pouvant causer leur marginalisation sociale. La plupart des jeunes aspirent à la formation professionnelle pour démarrer des activités génératrices de revenus en dehors de l'agriculture et l'élevage.

**Les principales recommandations** sont de favoriser la concrétisation des plans de développement auxquels aspirent les populations tout en renforçant la cohésion sociale et la crédibilité des services étatiques.

**En matière de protection d'environnement**, la protection du patrimoine foncier s'impose d'urgence pour limiter les pertes de la fertilité. Cela peut passer par plusieurs actions concrètes citées plus loin.

**En matière d'agriculture**, les populations enquêtées ont une certaine vision de leur avenir mais se retrouvent limités par le manque de terres et de moyens financiers. Ils ont compris qu'il est possible de produire beaucoup sur de petits lopins de terres.

**En matière d'élevage**, les éleveurs sont confrontés au défi de santé<sup>1</sup> des animaux et leur rendement. Ils ont besoin d'un appui portant sur l'amélioration génétique pour une meilleure production de la viande et du lait.

**En matière de recherche**, il faudrait se concentrer sur la culture de variétés de cultures résistantes et à courte saison ainsi que sur l'agroforesterie pour faire face aux changements climatiques. D'autres axes consisteraient en la diversification des cultures pour renforcer la sécurité alimentaire, l'amélioration des rendements (lait et viande) et la santé des animaux pour l'élevage ainsi que la pisciculture.

**En matière de santé**, Il est recommandé de multiplier les systèmes d'assurance santé couplée à la disponibilité des médicaments dans les structures sanitaires, l'octroi d'ambulance supplémentaire, la subvention des soins de santé en cas d'effets secondaires aux contraceptifs ainsi rendre plus accessibles les soins de santé pour les maladies chroniques en général et santé mentale en particulier.

**En matière d'insertion socio-économique des jeunes**, faudrait promouvoir les activités génératrices de revenu en dehors de l'agriculture et de l'élevage, encourager la participation/création des associations d'épargne et de crédits, renforcer les capacités des jeunes par des formations dans différents domaines, réduire la taxation des produits commerciaux, ainsi que la généralisation de l'accès à l'électricité.

---

<sup>1</sup> Nous avons effectué la collecte des données (juin 2022) au moment où la maladie dite « fièvre de la vallée du rift » faisait rage dans les provinces du Nord. Le mouvement des animaux (bovins, caprins et ovins), leur commercialisation et abattage étaient interdits. Au moment de la rédaction de ce rapport (juillet 2022), ces mesures restent en vigueur sans qu'on sache quand elles pourront être levées.

## CHAPITRE PREMIER. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

### 1.1 Le contexte pays (Burundi)

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres au monde avec 74% de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté (BM 2016). Cette pauvreté est plus accentuée dans les zones rurales par rapport aux milieux urbains. La population est largement rurale (90 % de la population) et travaille dans l'agriculture, la sylviculture et l'élevage. L'économie de ces populations rurales est donc fortement dépendante des ressources naturelles et des aléas climatiques. La surexploitation des ressources et la dégradation des terres mettent en danger les moyens de subsistance des populations et multiplient les impacts négatifs liés au changement climatique. Le Burundi fait partie des 20 pays les plus vulnérables au monde aux changements climatiques. La question de la résilience face aux chocs climatiques, mais aussi face aux chocs économiques et aux conflits est au cœur des problématiques de développement des populations et du pays.

Le pays fait face à une instabilité chronique causée par une guerre civile de 15 ans qui a occasionné une forte dégradation des conditions de vie, la quasi-division du PIB par 2 et la chute du taux de scolarisation de 70% à 28 % en 16 ans. Le niveau d'insécurité alimentaire est deux fois plus élevé que dans les autres pays d'Afrique sub-saharienne. Quelques 1,76 millions de burundais vivent dans l'insécurité alimentaire et plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance (ou malnutrition chronique). Au-delà de chocs répétés, de nombreux défis structurels contribuent sur le long-terme à la vulnérabilité des populations. Le Burundi fait partie des 15 pays les plus jeunes du monde, 45 % de la population a entre 0 et 14 ans. Le taux de fécondité est de 5,32 enfants par femme (en 2019) et l'âge médian est de 16,5 ans.

Avec plus de 12 millions d'habitants et une densité de 470 habitants/km<sup>2</sup>, le Burundi occupe la deuxième position des pays les plus densément peuplés d'Afrique. A cause de cette croissance démographique, la terre arable s'amenuise, aggravant l'état de pauvreté des petits agriculteurs et la vulnérabilité par rapport aux changements climatiques.

La forte croissance démographique, la rareté et le morcellement des terres, conjugué à la détérioration de l'environnement, posent d'importants défis pour maintenir une cohésion sociale et pour nourrir la population. Le secteur agricole occupe 80% de la population mais contribue seulement à hauteur de 40% au produit intérieur brut. Moins de 5% de la population ont accès à l'eau et à l'électricité.

### 1.2 Le contexte de l'étude

L'ATAB s'appuie sur deux groupes de travail (GT), en Europe<sup>2</sup> et au Burundi<sup>3</sup>.

En 2018, la DUE a initié la « *Mesure d'appui à la résilience des populations du Burundi* », composée de 3 programmes : Santé, Développement Rural et Energie<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup>ICRA, WUR, NRI, SLU, CIRAD

<sup>3</sup>Université du Burundi, ISABU, CAPAD, RBu2000+

<sup>4</sup> Les « TdR Généraux » qui accompagnent ce document détaillent ce Projet de « *Mesure de la Résilience* ».

Fin 2019, l'ATAB a été sollicité pour contribuer à cette réflexion, principalement sur les outils destinés à être utilisés lors d'une phase d'enquête test (note de cadrage, questionnaires). Le processus de mesure se poursuit, sous la conduite de l'ATAB, jusqu'au moins en Août 2022<sup>5</sup>. Le même modèle conceptuel développé pour comprendre la résilience et le schéma de trajectoire pour la mesure vont être gardés à vue pour aboutir aux résultats escomptés.

Figure 1. Rappel du modèle de l'outil de mesure de résilience développé

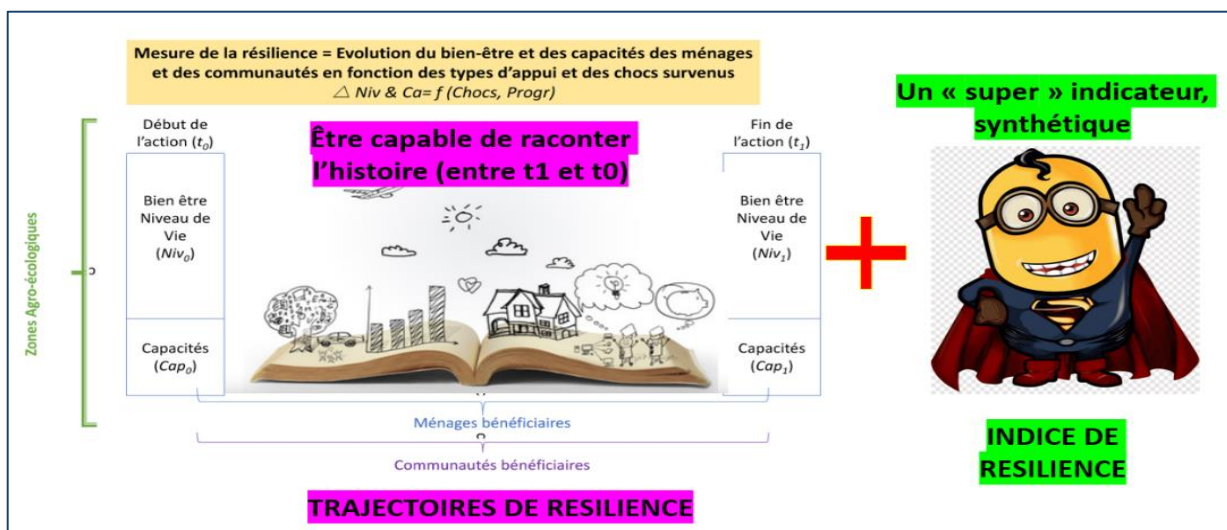
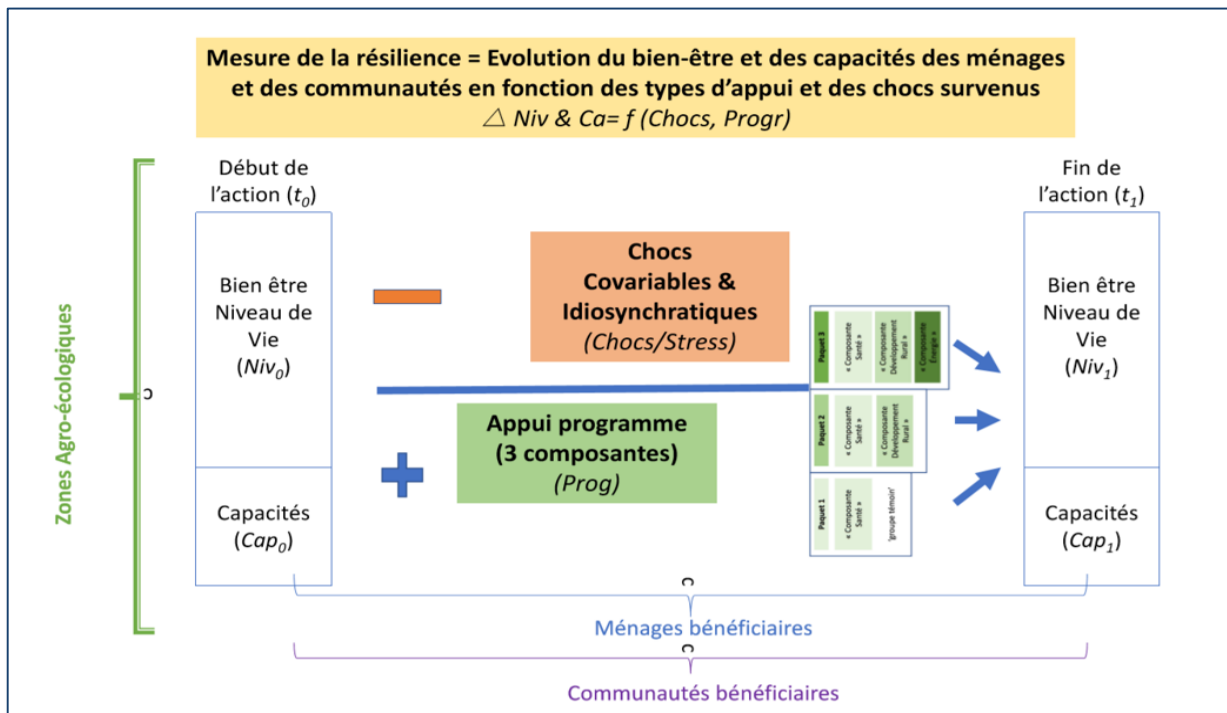


Figure 2. Compréhension des trajectoires de résilience et création d'un indice de résilience

<sup>5</sup> Sachant que le contrat DUE-ATAB s'achèvera le 20 Mai 2022

Au niveau quantitatif, il y a déjà eu deux enquêtes, une de base et une autre intermédiaire qui ont eu lieu en Septembre 2020 et Septembre 2021, respectivement, et une 3<sup>ème</sup> enquête est en cours (Septembre 2022). En juin 2021, une première enquête qualitative était réalisée dans le but de compléter et aider à interpréter les données quantitatives recueillies afin d'approfondir la compréhension de la résilience des populations.

### 1.3 Les leçons apprises lors des précédentes phases de recherche (quantitative et qualitative)

La première analyse qualitative menée en Juin 2021 a permis d'obtenir de nombreuses informations sur la vie des communautés et des ménages dans les deux zones d'études (dépressions de Nord : DN et plateaux centraux humides : PCH) sur les différentes thématiques des programmes. Elle a également permis de faire émerger des facteurs clés, internes et externes de résilience des populations. Cette étude a aussi permis d'appréhender certains éléments d'appréciation des programmes de l'UE et de voir leur pertinence par rapport aux problématiques de résilience des populations cibles.

L'analyse met surtout en évidence les conditions très difficiles de vie et les très nombreux défis auxquels les populations sont exposées.

Au niveau communautaire, le bien être repose sur l'absence de conflits et la cohésion sociale. Le manque d'opportunités d'emplois pousse les jeunes à migrer vers les chefs-lieux des provinces du Burundi et les grandes villes (Bujumbura et Gitega), même au-delà des frontières (Tanzanie, Ouganda). La fermeture de la frontière avec le Rwanda a été un coup dur pour les jeunes (surtout de Kirundo) qui y offraient de la main d'œuvre ou qui exerçaient le commerce transfrontalier.

Les enquêtes quantitatives ont révélé que l'agriculture est l'activité principale pour plus de 9 ménages sur 10. L'élevage est la seconde activité la plus courante dans les deux zones. Dans les DN, la troisième activité la plus importante est le recours à l'emploi saisonnier (activités agricoles saisonnières). Dans les PCH, l'emploi informel est la troisième source de revenu. A noter également une légère augmentation de l'importance des activités commerciales entre les deux enquêtes, dans les deux zones. Pour plus de précision, l'auto-emploi couvre diverses activités « de débrouille » mises en place par les ménages (par exemple, la vente de bois, fourrage, vente des produits de la vannerie, etc.).

L'énergie (surtout pour la cuisson) est un véritable casse-tête pour certains ménages qui peuvent être privés de nourriture faute de bois de chauffe. Pratiquement tous les ménages (99% dans les deux zones sur les deux périodes) utilisent du bois pour le chauffage pour la cuisine. Pour les ménages qui en disposent, le bois constitue par conséquent un véritable business au point qu'il présente certains avantages comparativement au café dans certaines localités. L'exploitation anarchique des forêts menace l'équilibre des écosystèmes naturels. En conséquence, la protection des écosystèmes naturels constitue un grand défi pour faire face au changement climatique.

Au niveau interne (ménages), il y a une logique qui se dégage des différentes enquêtes (qualitative et quantitative) : « Le bien être passe avant tout par une bonne alimentation et une bonne santé, le reste : bien s'habiller, scolariser les enfants, habiter une belle maison, etc. n'en étant que des manifestations externes ». Cette logique est tout à fait plausible dans la mesure où une alimentation équilibrée (quantité et qualité) garantit une bonne santé.

Il faut pouvoir disposer d'une gamme variée de produits agricoles pour assurer le bien-être. Cela passe par la disposition des terres cultivables, de la main d'œuvre et des animaux pour assurer leur fertilité.

Au niveau de la santé, les problèmes de santé des populations dans les zones sous étude étaient fortement liés aux mauvaises conditions de vie et à l'insécurité alimentaire. Les répercussions de cet état de santé instable sont multiples et variées et peuvent avoir des retombées très négatives sur le bien-être et la résilience des ménages ; allant de la baisse des capacités productives, à la vente des biens familiaux sans oublier la déscolarisation des enfants. Les chefs de ménages ayant déclaré qu'eux-mêmes ou un autre membre du ménage étaient affectés par une maladie dans les 6 mois ayant précédé l'enquête a augmenté dans les PCH et diminué dans les DN entre la phase initiale et la phase intermédiaire. Dans les PCH, le pourcentage de ménages déclarant la maladie d'un membre du ménage lui empêchant toute activité a augmenté alors qu'il a diminué dans les DN entre les deux premières enquêtes quantitatives.

La carte d'assurance maladie (CAM) et les associations communautaires d'épargne et de crédit constituent un acquis essentiel pour faire face à la barrière financière pour les soins de santé mais sont en général insuffisants face à l'état de santé très précaire des populations les plus pauvres.

L'existence des phénomènes de santé ne relevant pas du rationnel (par exemple la perception d'un empoisonnement) est à noter et nécessite une réflexion quant à l'appui qui peut être apporté via le système de santé formel pour faire face à ce problème.

#### 1.4 Rappel des objectifs de l'étude et des résultats attendus

Les objectifs poursuivis dans cette étude sont :

##### 1.4.1 Objectif général

La présente enquête qualitative a pour objectif général de contribuer à la compréhension des solutions pour améliorer la résilience des populations burundaises.

##### 1.4.2 Objectifs spécifiques

L'étude qualitative a tiré son échantillon à partir de celui de l'enquête quantitative, celle-ci ayant couvert deux régions : les plateaux centraux Humides (Provinces de Kayanza et Ngozi) et les Dépressions du Nord (Province de Kirundo).

Cette deuxième phase de recherche qualitative a deux orientations :

1° La compréhension des atouts/capacités/solutions visant à améliorer la résilience des populations les plus pauvres dans deux zones agroécologiques différentes du Burundi :

- ✓ Améliorer la compréhension des stratégies mises en place par les populations (face à différents chocs mais également pour leur développement sur le long-terme) en fonction de typologies de ménages afin d'avoir une meilleure compréhension des trajectoires de résilience.
- ✓ Identifier les éléments positifs, les forces/capacités des ménages selon leur typologie et comprendre leurs aspirations pour leur propre résilience

- ✓ Comprendre les perceptions des ménages sur la nécessité d'avoir une couverture sanitaire et les facteurs influençant le choix d'un système d'assurance santé (public ou privé)
- ✓ Recueillir les opinions des acteurs locaux et partenaires de mise en œuvre pour comprendre dans quelle mesure les aspirations de développement des ménages peuvent être appuyées par les services à la population et les opportunités locales (existantes ou à créer).

2° L'approfondissement de la compréhension de certaines thématiques de la première phase qualitative :

- ✓ Identifier les maladies chroniques (le diabète, l'hypertension artérielle, le cancer, les maladies respiratoires et les problèmes de santé mentale) les plus récurrentes au sein des communautés
- ✓ Comprendre la perception de la maladie par les communautés ainsi que les facteurs influençant le recours aux pratiques traditionnelles ou modernes.
- ✓ Comprendre les facteurs influençant les pratiques alimentaires et soins aux enfants au sein des ménages.
- ✓ Comprendre les motivations et les effets liés à la migration des jeunes
- ✓ Comprendre les formalités et les effets de la taxation de la vente des produits agricoles

## 1.5 Méthodologie de mise en œuvre et expertise

### 1.5.1. Les groupes de discussion

Lors de la collecte des données, des méthodologies qualitatives mixtes ont été utilisées afin de construire l'analyse (focus groups, entretiens individualisés, observations de certaines activités comme l'exploitation commerciale du bois ou autre activité non agricole, étude documentaire des rapports issus des enquêtes précédentes). La méthodologie de chaque outil ayant été détaillée dans le protocole de recherche, seuls les éléments clés sont repris ici.

Les groupes de discussion qui incluaient 8 à 12 participants chacun ont été conduits séparément avec les hommes et les femmes chefs de ménages et selon leur activité principale (agriculture ou non). Nous avons ainsi 4 catégories d'interlocuteurs: CM Hommes vivant essentiellement de l'agriculture, CM Femmes vivant essentiellement de l'agriculture, CM Hommes ne vivant pas essentiellement de l'agriculture, CM Femmes ne vivant pas essentiellement de l'agriculture. Des groupes de discussion ont été également menés avec des jeunes de 18 à 25 ans (50% de filles et 50% de garçons), afin de comprendre leurs aspirations économiques et sociales pour leur vie adulte, et pour aborder spécifiquement les phénomènes liés à la migration.

Les filles et les garçons ont été séparés afin de permettre à chaque groupe de « libérer la parole sans faux fuyant ». Des entretiens personnalisés ont été menés avec les informateurs clés (les acteurs locaux, les partenaires de mise en œuvre).

Des guides d'entretien pour chaque type de répondants ont été développés et ont servi de base pour animer les discussions. Un manuel de l'enquêteur a également été élaboré afin de déterminer et homogénéiser les principes et règles d'animation.

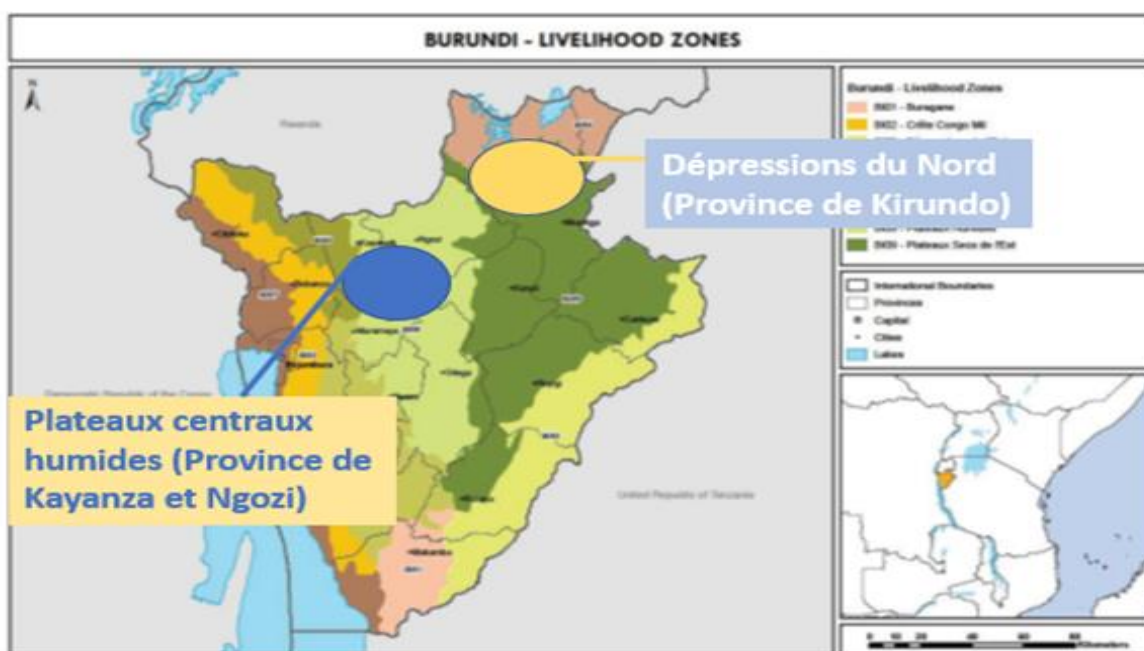


Les acteurs locaux (les chefs de collines, les directeurs des bureaux provinciaux de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, les médecins responsables des provinces sanitaires) et les partenaires d'exécution des projets de l'UE (WHH, AVSI, Healthnet TPO, Enabel) ont été également consultés. Les jeunes (de 18 à 25 ans) ont été également une cible de cette étude pour comprendre leurs aspirations économiques et sociales pour leur vie adulte, et pour aborder spécifiquement les phénomènes liés à la migration.

### 1.5.2. Zone et population d'étude

La présente étude a couvert les mêmes zones agro-écologiques que celles visitées pendant la première enquête qualitative : les Plateaux Centraux Humides (provinces Kayanza et Ngozi) et les Dépressions du Nord (province Kirundo). Les mêmes communes à savoir Vumbi, Gashikanwa et Butaganzwa ont été concernées. Cependant, des nouvelles collines ont été visitées pour éviter le phénomène de « fatigue » liée à la répétition des enquêtes et les ménages non bénéficiaires des programmes de l'UE ont été inclus dans l'étude pour avoir diversité d'opinions sur les solutions pouvant conduire vers la résilience. Cela a permis également de recueillir les propos des populations sur une zone élargie.

Figure 3. Zones sélectionnées pour l'étude



La population d'étude est constituée pour moitié de chefs de ménage ayant bénéficié des projets de l'UE et pour autre moitié de ménages non bénéficiaires.

### 1.5.3 Collecte des données

Au préalable, une mission préparatoire a été réalisée dans les zones concernées quelques jours avant l'étude pour rencontrer les administratifs et identifier les ménages et les jeunes concernés par le présent travail afin que la collecte proprement dite se déroule sans entraves.

Le détail des collines couvertes et les effectifs des participants sont résumés dans le tableau ci-bas :

Tableau 1 : Zones d'enquête et effectif des participants

Commune	Nombre de collines	Nombre de focus groupe avec les CM	Nombre de ménages concernés	Nombre de focus groupe avec les jeunes	Nombre de jeunes concernés
<b>Butaganzwa (Kayanza)</b>	3	3	30	2	24
<b>Gashikanwa (Ngozi)</b>	3	3	30	2	24
<b>Vumbi (Kirundo)</b>	4	4	40	2	24
<b>Total</b>	9	9	100	6	72

CM : chef de ménage

Les focus groupes ont été conduits dans un endroit qui a été convenu avec les chefs des collines concernées sous réserve que ce lieu soit neutre, sans dérangement, permettant d'éviter des déplacements très longs pour les participants ainsi qu'une bonne qualité d'enregistrement.

Les focus groupes et entretiens ont été animés dans la langue locale (kirundi). Ils ont également été enregistrés avec l'accord des participants. Un consentement oral individuel a été demandé à chaque participant.

Avant de débiter les groupes de discussion, les règles de base assurant le temps de parole, le respect d'autrui, la confidentialité des discussions ont été fixées. Dans chaque groupe de discussion, il y avait un agent enquêteur chargé de la prise de notes des interventions particulièrement intéressantes. Il devait noter toutes les observations pouvant être utiles au débriefing et à l'analyse. La durée des groupes de discussion a été d'environ deux heures maximum.

Chaque soir, toutes les équipes se sont réunies pour une évaluation des activités de la journée (relever les difficultés rencontrées, prendre des décisions pour y remédier, préparer la journée suivante) ainsi que pour effectuer une analyse préliminaire.

#### 1.5.4 Analyse des données

Nous avons procédé à une analyse manuelle des données collectées, qui s'est déroulée de la manière suivante :

1) Nous avons effectué plusieurs lectures (chaque chercheur de son côté) des transcrits de manière à pouvoir dégager les principaux thèmes et sous-thèmes liés aux objectifs de cette enquête.



2) Après cette lecture individuelle, nous avons confronté les thèmes et sous-thèmes identifiés par chaque chercheur et nous nous sommes accordés sur la grille d'analyse.

3) Par la suite nous avons parcouru ensemble les transcrits afin d'identifier, classer, décrire et synthétiser les informations/opinions/perceptions issues des discours dans chacun de ces thèmes. Nous avons ensuite réuni les thèmes identifiés en une description consistante, cohérente, qui prend une forme synthétique.

## **CHAPITRE DEUX. LES ASPIRATIONS DE LA POPULATION ET LES FORCES POUR LES ATTEINDRE**

Tout être humain aspire au bien être en général ou à de meilleures conditions de vie dans un sens plus simple. Pour y arriver il (l'être humain) agit sur ses propres forces et profite des opportunités offertes par son environnement. Comme nous faisons face à une population essentiellement rurale-agricole, les aspirations tournent autour des activités agropastorales.

« *Les animaux d'élevage et le café constituent des forces pour le développement d'un ménage.* » (CMHA Bumba-Gahororo Butaganzwa).

Sur le plan institutionnel, les BPEAE (structures déconcentrées du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage) sont des structures enracinées dans le milieu et dont la proximité devrait être bénéfique aux populations.

### **2.1 Les productions agro-pastorales et le rôle du BPAE**

Une distinction entre les cultures de rente par rapport aux cultures vivrières est nécessaire compte tenu de leurs rôles dans la résilience des ménages. L'élevage joue également un rôle important en complément de l'agriculture.

#### **2.1.1 Les cultures de rente**

Deux cultures de rentes (le café et le thé) sont traditionnellement connues au Burundi. Le café est le principal produit agricole exporté suivi du thé. Dans les Dépressions du Nord (Kirundo), et les Plateaux Centraux Humides (Ngozi et Kayanza), nous retrouvons le café comme principale culture industrielle. Associé à la banane, il joue un rôle important dans l'apport des revenus aux ménages. « *Les ressources les plus répandues chez nous sont les bananes et le café. Ces ressources nous aident à satisfaire nos besoins quotidiens.* » CMH Rukambura-Kabuga-Butaganzwa). Le café permet aux ménages d'obtenir, une fois par an de sommes importantes qui peuvent leur permettre de faire face aux différentes dépenses et surtout d'investir. « *C'est le café qui nous aide ici à avoir de grandes sommes d'argent en une fois* »

Le thé est cultivé dans les hautes montagnes de Kayanza (commune Muruta et Kabarore). Les revenus tirés de la vente du thé sont obtenus sur toute l'année puisque la cueillette et la vente se font progressivement.

### 2.1.2 Les principales cultures vivrières

Nous retrouvons en commun les principales cultures vivrières suivantes : le haricot, le maïs, le sorgho, le riz, la banane, le manioc, la pomme de terre, la patate douce et la colocase. « Les bananes, les patates douces sont en abondance, le riz, les maniocs et peu de haricots. » (CMHA Kabuye-Nyabazimu- Vumbi)

La commercialisation des productions agricoles (excédents sur la consommation) est une des voies pour obtenir des rentrées monétaires pour des ménages qui en manquent cruellement. « *Nous mangeons et nous vendons quelques quantités.* » (CMHA Kabuye-Nyabazimu- Vumbi)

Il faut seulement faire attention à la variabilité des prix qui sont très bas au moment de la récolte (offre abondante) et quelques mois après la récolte (quand l'offre commence à se rétrécir).

**La banane** (culture permanente) joue un double rôle à savoir l'alimentation et l'apport de revenus monétaires. Elle est une option pour les personnes qui veulent investir sur place surtout avec la transformation et la vente du vin. « *J'achète les bananes en vue d'une transformation de vin de banane* » CMHA Gasura-Mucamo-Vumbi La vente de la banane légume (sans transformation) constitue une autre opportunité principalement par son acheminement vers les centres urbains.

**Le riz** qui est cultivé dans les marais (à tout moment en fonction des possibilités d'irrigation) fait partie des innovations agricoles apportées récemment en milieu rural. Il participe à l'alimentation au sein des ménages et sa commercialisation procure des revenus monétaires. Les travaux liés à la production du riz attirent de la main d'œuvre agricole dans le milieu.

### 2.1.3 L'élevage

Les animaux d'élevage sont principalement les bovins, les ruminants (caprins et bovins), les porcins et les volailles. Compte tenu de son rôle dans la résilience des populations, l'élevage est une des principales aspirations des ménages.

D'un côté, c'est grâce à la production du fumier que les exploitants agricoles essaient de maintenir la fertilité des terres. Même avec la tendance à l'usage généralisé des engrais minéraux, les meilleurs résultats sont obtenus avec la combinaison des deux. « *Le fumier importe beaucoup surtout celui des animaux domestiques plus que les engrais chimiques. Les agronomes nous ont appris beaucoup de choses, il faut pour nous des animaux d'élevage comme les vaches.* » CMHA Gatukuza Vumbi

De l'autre côté, l'élevage permet aux ménages de disposer des revenus monétaires issus de la vente des animaux. « *Nous avons besoin du fumier et on réfléchit en tant qu'homme, on manque 100.000F même dans une période d'une année. Il faut avoir des animaux d'élevage.* » CMHA Gatukuza Vumbi

Malgré les avantages certains qui peuvent être tirés de l'élevage, c'est une activité très exigeante tant sur le plan de l'alimentation des animaux que sur les soins vétérinaires. Ainsi les plus pauvres sont souvent exclus de ces activités, notamment de l'élevage bovin qui est le plus exigeant. Les ménages les plus pauvres ne sont même pas en mesure de posséder des petits ruminants ou des porcs pour au moins produire du fumier.

La loi sur la stabulation permanente est entrée en vigueur depuis novembre 2021. Cette loi interdit la divagation des animaux et de la basse-cour. Cette loi vise notamment

l'augmentation de la production (lait viande, fumier) et surtout la limitation de la transmission des maladies.

Cette enquête a été réalisée dans une période particulière liée à la maladie dite « *fièvre de la vallée du rift* ». Cette maladie qui était jusque-là inconnue au Burundi est également transmissible à l'homme après la consommation de la viande issue des animaux malades.

Suite à cette maladie, il a été instauré des mesures d'interdiction des mouvements des animaux (vente) et d'interdiction de l'abattage. Les acteurs du secteur sont donc durement frappés puisque les marchés de bétail et les abattoirs sont fermés. Sans être exhaustif, les acteurs touchés sont : les éleveurs (qui ne peuvent plus vendre leurs animaux), les vendeurs (depuis ceux qui cherchent les animaux dans les collines jusqu'à ceux qui les vendent jusqu'à l'abattoir), les personnels des abattoirs, les vendeurs de la viande au marché, les détaillants aux restaurants et aux cabarets, etc.

Si un vaccin n'est pas rapidement trouvé et administré, toutes ces personnes se trouvant sur la chaîne et qui souffrent de la perte des revenus vont s'enfoncer dans la pauvreté. On craint déjà des risques de ne pas pouvoir préparer la saison agricole prochaine (saison A) au mois de septembre par manque de moyens pour payer les intrants (dont les engrais). Les conséquences sont envisageables même dans les autres domaines comme la santé et la scolarisation des enfants (au mois de septembre également)<sup>6</sup>.

#### **2.1.4 Les BPEAE, un partenaire incontournable**

Les BPEAE sont les relais provinciaux du Ministère de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Élevage. Les BPEAE assurent la coordination au niveau de la province, organisent en collaboration avec les administrations à la base des réunions pour informer la population. Les BPEAE sont représentés au niveau des communes jusqu'aux collines (avec un moniteur agricole). Les informations principalement fournies sont liées aux différentes fonctions : technique (temps de semi, qualité des semences, etc.), commerciale (prix), protection de l'environnement (lutte contre les feux de brousse, plantation des arbres, protection des zones tampons, etc.). Les BPEAE mettent en place des centres de rayonnement où les techniques agricoles sont démontrées et apprises.

Les grands propriétaires fonciers deviennent des grands producteurs qui emploient des quantités importantes d'intrants et de main d'œuvre. Il s'opère alors un processus d'apprentissage des techniques agricoles (choix et usage des intrants) pour les personnes qui sont allées offrir leur main d'œuvre.

Les centres des rayonnements et les coopératives (dont la plupart sont dirigées par les moniteurs agricoles) sont également des espaces de démonstration des techniques agricoles. La population est régulièrement invitée à suivre les séances de démonstration de nouvelles techniques agricoles (culture de bananes, de maïs, du riz, du haricot, etc.). Selon le chargé du suivi-évaluation au BPAE de la province Kirundo, il y a une grande affluence de la population vers ces centres car elle y acquiert de nouveaux savoir-faire. La question qui se pose ici est de savoir comment les pauvres (ouvriers) peuvent répliquer chez eux les techniques apprises. Notre analyse nous pousse à émettre l'hypothèse, que la réplification de ces techniques par les pauvres connaît des défis liés à la non disponibilité des terres et à l'incapacité de disponibiliser les intrants nécessaires. De ce fait les centres de rayonnement profitent à la catégorie des ménages les plus nantis.

---

<sup>6</sup> L'abattage a été repris depuis le 3 août, avec des conditions difficiles notamment l'isolement préalable des animaux à abattre.

La principale difficulté est que les activités agricoles sont fortement dépendantes des conditions climatiques. Les changements climatiques sont un défi de taille. Face à l'absence des pluies, il n'y a pas de réponses immédiates. Même si les populations n'ont pas encore compris l'intérêt de la protection de l'environnement, c'est un problème qui concerne tous les citoyens, les agri-éleveurs en premier. Les populations non agricoles seront indirectement frappées par les problèmes climatiques à cause de la montée des prix consécutive à l'insuffisance de la production agricole et de l'offre des aliments.

Les maladies des plantes sont également une forte préoccupation, avec des agriculteurs qui ont des moyens financiers très limités pour y faire face. L'efficacité des moniteurs agricoles face aux maladies des plantes est conditionnée par la capacité des ménages de couvrir les dépenses liées à l'achat des produits de traitement.

En matière d'élevage, outre les problèmes d'alimentation des animaux, il y a la santé des animaux qui est une préoccupation des éleveurs et des autorités. « *Quand il y a distribution des animaux d'élevage, on s'attend généralement à ce que 10% disparaissent à cause de la maladie ou de l'alimentation insuffisante (BPAE Kayanza).* »

Pour les pauvres et les plus pauvres, les BPEAE n'ont que des réponses limitées. Ils manquent d'intrants et ne peuvent pas disposer des surplus pour le marché. En plus des intrants, les petits animaux (ruminants et porcins) les aideraient doublement par la production du fumier et par les ventes issues de la multiplication.

#### **Le contrat d'élevage entre « riches » et « pauvres »**

Une stratégie « *un contrat gagnant-gagnant* » met en relation les « riches » ou propriétaires des animaux et les pauvres. Le contrat en question est fait sur base de confiance mutuelle, sans intervention de l'autorité administrative, mais en présence des témoins de la même communauté. Les « riches » donnent des animaux aux « pauvres » qui les élèvent sans en être des propriétaires. Au début du contrat, les deux parties fixent de commun accord la valeur de l'animal et les conditions liées à son entretien (alimentation, soins vétérinaires). Les profits pour les pauvres peuvent prendre différentes formes et le plus important reste la production du fumier.

1. Bénéficiaire de la production du fumier
2. Bénéficiaire d'un animal issu de la multiplication,
3. Bénéficiaire, en cas de vente de la moitié du différentiel entre la valeur fixée au début du contrat et le prix de vente.

Si cette stratégie est payante, elle reste limitée car les plus pauvres auront des difficultés à nourrir ces animaux surtout avec l'application de la loi sur la stabulation permanente qui exige au préalable la production des aliments pour bétail.

## **2.2 Les aspirations des populations compte tenu du contexte actuel**

### **2.2.1 Les aspirations communes aux ménages agricoles et non agricoles**

Les aspirations communes aux ménages (agricoles et non agricoles) sont de divers ordres mais se résument en une recherche du bien être : une meilleure situation par rapport à celle

vécue quotidiennement. **Tous aspirent à une bonne santé** comme résultante de la combinaison des autres réussites dont la bonne alimentation.

*« La bonne santé vient de la bonne alimentation. Nous avons des difficultés pour obtenir les soins de santé à cause de l'indisponibilité des CAM. » (CMFA Cendajuru-Kibandevumbi).*

*« Une bonne alimentation améliore les conditions de vie de notre ménage. Etant donné que nous sommes pauvres, nous avons toujours faim, on dirait que la période de soudure est longue. Pour remédier à cette situation nous fournissons plus d'efforts pour travailler dans nos champs tout en complétant avec la vente de notre main d'œuvre chez les riches. » (CMFA Kabuye-Vumbi).*

**Être en bonne santé est le départ pour arriver au développement.** Par contre et non seulement, **la mauvaise santé freine le développement mais appauvrit les ménages.** En effet, faute de mécanismes d'assurance santé, les dépenses sont insurmontables pour les familles. Certaines entrent facilement dans le processus d'appauvrissement par décapitalisation en vendant ou en hypothéquant les propriétés foncières, en vendant des animaux d'élevage, ou en empruntant le plus souvent chez l'usurier de la place. Ces cas sont cités par des femmes agricultrices qui ont perdu leurs propriétés foncières. Pour ces femmes, la priorité est de récupérer les propriétés foncières cédées.

*« J'aimerais récupérer ma propriété presque toute entièrement cédée aux riches. Depuis la mort de mon mari je me trouve dans la dépendance totale de céder ma propriété aux riches qui nous donnent en échange des semences, du fumier, de quoi manger et de l'argent pour satisfaire nos besoins quotidiens. J'ai une bonne plantation de bananeraie et je regrette de n'avoir pas droit à aucun régime. » (CMFA Kubuye-Vumbi).*

*« Etre en bonne santé est un facteur de développement au sein du ménage. Les maladies fréquentes dans notre localité enfoncent davantage les ménages des plus pauvres car il nous est difficile de trouver les frais pour les soins de santé ou bien même les frais pour acheter la carte CAM. Moi, quand je vais à l'hôpital avec peu d'argent, j'achète la moitié des médicaments prescrits. Si ma sante s'améliore je veux vendre ma main d'œuvre pour acheter l'autre moitié restante ou bien je laisse tomber. » (CMFA Kabuye-Nyabazimu-Vumbi)*

Les autres aspirations visent la cohésion sociale et les services sociaux de base qui sont :

### **1°. Cohésion sociale**

Pour un ménage **le bien-être va au-delà de la satisfaction des besoins primaires** (alimentation, logement, habillement, etc.) pour atteindre le **besoin de sécurité et de cohésion sociale.**

*« Une bonne santé aux membres du ménage est notre objectif. Nous ne pouvons pas être en bonne santé si l'activité agropastorale ne marche pas bien, si on n'a pas bien mangé, si on*

*ne loge pas bien, si on vit toujours dans des bagarres. » (CMFA – Gikomero-Mukuku-Vumbi).*

C'est dans le cadre familial harmonisé que les meilleures décisions (projets) sont prises au sein du ménage. Cette cohésion au sein même de la famille est toutefois fragile, tant au sein du couple qu'entre les parents et les enfants. Essentiellement sur la zone des Dépressions du Nord, la structure familiale est précaire, d'autant plus que les difficultés économiques posent d'énormes défis à la création d'un climat serein et de confiance.

Le besoin de cohésion sociale est encore évoqué par les participants dans le même groupe: « *Entente familiale. J'aimerais vivre en harmonie parfaite au sein du ménage. J'aimerais aussi qu'il y ait cohésion sociale dans notre milieu de vie. Au sein du ménage il faut considérer l'avis de l'autre, que les parents écoutent l'idée des enfants et vice versa. Si quelqu'un propose un projet quelconque de développement, il faut que les autres réfléchissent sur la faisabilité du projet afin de prendre une meilleure décision. »*

Au sein du couple, les hommes et les femmes adoptent souvent des stratégies pour protéger leurs ressources et à acquérir une autonomie économique vis-à-vis du conjoint. Ces stratégies sont d'autant plus utiles que de nombreux foyers se délitent (départ du mari (ou de l'épouse) de la zone ou pour créer un autre foyer, etc.) face aux pressions économiques.

## **2° L'éducation**

L'éducation est souvent présentée comme la clé du succès et de la réussite pour l'avenir. Cependant, plusieurs réalités font craindre « *un certain découragement futur* » des parents et des jeunes. Il s'agit du faible taux de passage du cycle fondamental au cycle supérieur et du nombre croissant des jeunes diplômés du secondaire et de l'université qui sont chômeurs et restent au village sans marquer la différence avec ceux qui n'ont pas été à l'école.

« *Mon aspiration n'est que scolariser mes enfants jusqu'à l'université. Je me lamente de ne pas savoir lire et écrire et je trouve que c'est honteux dans la société. Quand je reçois un message lumicash venant d'un de mes enfants travaillant à Bujumbura, je dois demander un service à mon voisin qui m'aide à voir ce qui se passe dans mon téléphone. Donc je dois me battre pour que mes enfants ne soient pas dans l'erreur que j'ai commise de ne pas fréquenter l'école. » (CMFA Gasura –Mucamo-Vumbi).*

*Nous aimerions que nos enfants soient ouvert d'esprit qu'ils aspirent aux intellectuels de demain, a une vie meilleure que la notre, deviennent des administratifs, des professionnels de la sante, deviennent des entrepreneurs.*

## **3° Eau potable**

« L'eau c'est la vie » dit-on souvent. D'un côté, la consommation de l'eau propre permet d'éviter une série de maladie du système digestif. De l'autre l'accès à l'eau permet de pratiquer l'hygiène, ce qui permet de prévenir certaines maladies.

« *Il nous faut un CDS et une adduction d'eau qui nous faciliterait des services divers. Au fait, il nous faut une heure et demi aller-retour pour puiser de l'eau. » (CMHA Cendajuru-vumbi)*

**Les populations aimeraient avoir des sources aménagées et de l'eau de robinet.**

« Nous aimerions avoir l'eau potable de robinet. Nous avons des sources d'eau mais celles-là ne sont pas aménagées » (FGH, Gikomero, Vumbi).

### **Le manque d'eau et d'électricité constitue un obstacle à la réalisation de certains projets de développement communautaire.**

Nous aimerions que notre colline soit alimentée en eau et électricité. Nous utilisons l'eau de fontaine puisée à une distance d'au moins 2 ou 3 km. Nous démarrons les travaux de construction du CDS de notre colline vous voyez l'implantation à côté, qui est un grand projet de développement qui nécessite l'eau et l'électricité (FGFnA, Nyabibuye, Butaganzwa).

Il y a des acteurs privés qui ont construit des adductions d'eau potable et cela nous faciliter de s'approvisionner non loin de nos ménages même si c'est cher. Cependant, le coût est très élevé par rapport au coût des robinets publics de l'Etat car 50 Fbu coutent un bidon chez les acteurs privés alors que ça coûte cinq (5) bidons chez les robinets publics de l'Etat. Ceux qui n'ont pas des moyens ont des difficultés d'avoir accès à l'eau s'ils n'ont pas un enfant ou quelqu'un d'autres qui peut aller leurs amener cette eau dans le fond des montagnes où il y a des points d'eau aménagés (FGF Agri Kabamba, Gashikanwa).

### **4° Habitat**

Dans le jargon rundi on dit qu'on a du respect en fonction du type d'habitat (*gira aho uba wubahwe* = soit respecté parce que tu as un toit).

« Le logement reste aussi de qualité non amélioré car la majorité de la population reste dans des maisons dont la toiture est en paille, sauf certains dont les toitures en tuiles. » (CMHA Kabamba-Kiremba-Gashikanwa).

Si les logements sont de qualité médiocre, un comportement à risque (au niveau de l'hygiène et de la santé) s'observe dans certains ménages. Il s'agit de garder les animaux dans le même toit que les humains. Cette pratique s'explique par deux raisons :

- 1° L'attachement à l'animal élevé surtout la vache (*uwushaka inka aryama nkazo* = celui qui veut une vache dort comme elle)
- 2° Les risques de vols (ou d'empoisonnement) des animaux expliquent aussi cette pratique

### **5° Capital (financier)**

Pouvoir disposer d'un capital financier pour investir est un casse-tête particulièrement pour les jeunes et les ménages vivant essentiellement des activités autres que l'agriculture.

« Pour nous qui avons encore de la force pour travailler et vivons tout proche de ce centre commercial, nous avons besoin d'un capital pour créer une nouvelle source de revenu à côté de l'agriculture. » (CMHA Bumba-Gahororo-Butaganzwa)

« Dans le secteur commercial : ça nécessite de l'intelligence et du capital pour commencer le commerce » (CMHA Kabuga-Rukambira-Butaganzwa).

Les ménages vivant plus d'autres activités que l'agriculture (principalement le petit commerce) ont un besoin particulier de capital. Souvent, les associations locales dont ils



sont membres leur proposent des crédits de faibles montants<sup>7</sup>. En cas de recours aux prêteurs informels, les taux d'intérêts sont souvent élevés et prohibitifs.

*« Parmi les gens qui ont besoin du capital, je suis du nombre car je suis aussi chômeur, j'ai besoin du travail, ma vie actuelle ne me convient pas même s'il m'arrive souvent d'avoir des frais subsistances. » (CMHnA Gatukuza-Gashikanwa)*

### **2.2.2 Les aspirations des ménages vivant essentiellement de l'agriculture**

Dans les deux zones d'étude (PCH et DN) les aspirations des enquêtés (CMHA et CMFA) font référence à ce qui les occupent quotidiennement et qui les font vivre : l'agriculture et l'élevage. La terre étant leur premier facteur de production, ils s'inquiètent :

#### **1° De l'amenuisement des terres et de leur indisponibilité**

L'amenuisement des exploitations agricoles est le résultat du morcellement (partage entre les descendants d'un même parent). La taille moyenne des exploitations agricoles qui était de 0,8 Ha par ménage il y a quelques années est estimée aujourd'hui à moins de 0,5 Ha (suite à la croissance démographique). Ainsi, les jeunes sont pour la plupart privées de cette ressource et certains pensent que l'Etat pourrait les aider à en disposer.

*« Nous sommes des agriculteurs avec des terres à cultiver très réduites, nous aimerions avoir des liquidités pour louer ou pourquoi pas acheter les terres à cultiver. » (CMFA-Gikomero-Mikuku-Vumbi)*

*« Je vis dans une petite propriété, je vis après être passé quelque part (cultiver chez autrui en échange d'une petite somme d'argent), j'ai besoin d'une grande propriété de terre ». (CMHA- Gikomero-Vumbi).*

*« J'ai un problème de manque de terres à cultiver, j'aimerais absolument trouver des liquidités pour louer ces dernières. Et pour en avoir cela me coûte les yeux de la tête. Je suis veuve avec de petits enfants vous voyez, je dois vendre ma main d'œuvre. » (CMFA – kabuye- vumbi).*

#### **La problématique de l'accès à la terre.**

En agriculture, la terre est le premier facteur de production. Dans le milieu rural et agricole, le « riche » est donc celui qui dispose des terres en quantités suffisantes. La fertilité devient alors une question complémentaire.

L'héritage est presque le seul mode d'acquisition de la terre ; sauf cas exceptionnels : lorsque des filles qui n'ont pas été mariées mais qui ont eu des enfants, alors chez eux ce sont les descendants mâles qui héritent de la terre. Les pratiques consistent à morceler la terre en autant de parties qu'il y a des descendants mâles. Au fur et à mesure des générations, la partie qui revient à un ménage se trouve très réduite. Il y

---

<sup>7</sup> Les associations locales d'épargne et de crédit sont des mécanismes de financement local et interne qui sont en vogue. Ce sont des membres de la communauté qui se mettent ensemble, se fixent des règles concernant l'épargne et le crédit ainsi que les aspects sociaux. Ces mécanismes permettent de faire face aux besoins urgents (santé, intrants, etc.) par de petits crédits. A la fin du cycle, les membres se partagent les capitaux et intérêts ce qui permet à certains de pouvoir investir.



a alors des ménages dont la taille des exploitations dépasse les limites de la viabilité et qui décapitalisent.

Certains des enquêtés rencontrés pensent encore que l'Etat (providence) peut encore leur distribuer des terres. « *Il faut que l'Etat nous donne les terres nous les générations jeunes. Même dans les années passées, il donnait les terres aux gens, il faut que nous ayons ce droit nous aussi* ». (CMHA –Gatukuza-Vumbi).

Or, on ne peut pas trouver des terres domaniales à distribuer dans toutes les provinces communes au moment où les réserves naturelles et les forêts sont protégées par la loi.

Pour ceux (ménages) qui disposent de la force de travail et qui le peuvent, deux possibilités leur sont offertes.

1° Louer des parcelles moyennant un paiement annuel,

2° Valoriser des parcelles appartenant à autrui, et partager les récoltes.

Dans les deux cas, il faut qu'il y ait des grands propriétaires qui soient disposés à contracter avec eux, ce qui est rare dans certaines zones. Mais également, les investissements durables ne seront pas réalisés sur des terres en location.

## 2° De la perte de la fertilité des terres

La perte de la fertilité des terres est liée à l'érosion et à leur surexploitation. Autrefois, les pratiques agricoles (jachère, assolement et rotation des cultures) avaient permis d'obtenir des productions suffisantes pour une population encore peu nombreuse (autour de 5 millions d'habitants en 1979 et plus de 12 millions en 2022).

« *Si je parviens à obtenir les frais de location des terres à cultiver, je suis heurtée à un autre grand problème de manque de la fumure organique et des semences sélectionnées. Dans ce cas je regrette mes facteurs de production (temps et force) perdu.* »

« *Au nom des autochtones (abatwa) que je représente, les lopins de terres à notre disposition ne donnent pas une meilleure production pour satisfaire nos besoins alimentaires.* » (CMFA Bumba Butaganzwa).

Face à ces différentes contraintes (amenuisement et perte de la fertilité des terres), les agriculteurs font des propositions pour s'en sortir et améliorer leur quotidien.

## 3° Des propositions (solutions) pour atteindre ces aspirations

Pour les agriculteurs, pouvoir fertiliser les champs grâce à la **production de la fumure organique se présente comme la solution optimale**<sup>8</sup>.

« *J'aimerais avoir des animaux d'élevage une vache surtout pour produire plus de fumier dans le but de cultiver les pommes de terre. Notre sol une fois fertilisé s'apprête mieux aux*

---

<sup>8</sup> Sans donner des explications scientifiques concernant le phénomène d'infiltration des matières fertilisantes, les populations savent que le fumier va retenir la fertilité et qu'il sera utile même pour les saisons successives, contrairement aux engrais minéraux.

*cultures vivrières (le haricot, la pomme de terre, le riz, le maïs, le manioc, la patate douce). » (CMFA Cihonda- Kibande Gashikanwa)*

*« Nous voulons une quantité importante de fumier pour que le maximum de nos terres soient exploités et fertilisés car nos animaux d'élevage (chèvres, porcs, lapins) ne peuvent pas produire les quantités suffisantes. Nous aspirons à une vache. Pour avoir ce bétail, je vendrais une partie de ma récolte y compris le café et une partie du petit bétail, j'épargnerais cet argent pendant 3 ans au moins comme ça j'espère que si les conditions climatiques sont favorables l'objectif sera atteint. » (CMFA Ndengo-Nyabibuye-Butaganzwa)*

Avec des terres qui ont retrouvé leur fertilité, toutes les cultures sont possibles. Et avec la connectivité au marché, ces cultures rapportent beaucoup d'argent.

*« Cultiver des semences de haricots, pomme de terre et maïs sélectionnées. Si on a la capacité d'avoir du fumier, des semences sélectionnées et des produits phytosanitaires, ces cultures deviennent des cultures de rente. »*

Malgré les difficultés d'accès aux engrais minéraux, il y a une tendance à la généralisation de leur utilisation. Les populations demandent leur disponibilité à chaque début de saison (avant le semis). Les difficultés sont liées à la mobilisation des ressources financières nécessaires pour faire les commandes.

*« Vous qui pouvez porter la voix plus loin, plaidez pour nous pour que les engrais chimiques soient disponibles dans les boutiques de notre milieu afin de les acheter au détail (kg) car aujourd'hui pour avoir ces engrais il faudrait disposer des liquidités au moment de la commande collective ce qui est défavorable aux pauvres agriculteurs. Cela constitue alors un handicap au développement pour nous les agriculteurs. Il faudrait aussi que l'engrais nous parviennent à temps c'est-à-dire avant ou au moment de semis et non après comme d'habitude. »*

### **La problématique de l'accès aux engrais FOMI<sup>9</sup>**

Un phénomène d'appauvrissement des plus pauvres s'observe avec l'utilisation des engrais chimiques FOMI.

FOMI (Fertilisants Organo Minéraux) est une unité locale de production des engrais minéraux. Il s'agit d'un mélange de la fumure organique avec les éléments minéraux. Depuis la mise sur le marché des produits FOMI, les importations des engrais minéraux (Urée, DAP, etc.) ont été suspendues pour des opérateurs privés, sans doute pour promouvoir la production locale. Beaucoup d'agriculteurs ont alors adopté cet intrant dont le prix est « subventionné » dans le cadre de la politique nationale de subvention des engrais (PNSE).

<sup>9</sup> Ce phénomène a été particulièrement observé pendant la saison agricole B

Le processus normal d'obtention des engrais FOMI est le suivant :

1. C'est le Ministre de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage qui lance la campagne d'enregistrement des demandeurs.
2. L'enregistrement se fait moyennant le paiement d'un montant de 5000 Fbu en précisant les quantités désirées.
3. Avant la distribution, il faut payer les montants correspondant aux quantités demandées.
4. Il faut tout simplement présenter les reçus des paiements pour obtenir les quantités correspondantes.

Pendant la saison B de cette année agricole (2021-2022), certains agriculteurs n'ont pas reçu les engrais pour lesquels ils avaient payé les montants totaux, ce qui a bloqué leur plan de production. Au niveau des structures provinciales du Ministère, il n'y a pas de réponses à ce phénomène : « *le problème est d'ordre national* ». La solution est de dire à ces agriculteurs qu'ils seront les premiers servis avec la prochaine distribution (pour la saison C). Si l'explication économique est l'insuffisance de l'offre, certains s'interrogent sur le circuit de distribution de ces intrants et n'excluent pas une vente clandestine vers des pays voisins.

Si on s'interroge plus profondément, le paysan pauvre est encore enfoncé par ce phénomène parce que : « Il s'est sacrifié pour rendre disponible les montants requis, soit en vendant une partie de sa production agricole (banane, maïs, manioc, haricot etc.), ou sa production animale (chèvre, porc, poulet, etc.), soit en s'endettant auprès des usuriers locaux ou des groupements d'épargne et de crédit dont il est membre (Nawe Nuze). Que les fonds soient obtenus à partir de la vente des productions ou de l'endettement, le phénomène a appauvri le pauvre qui n'a pas pu produire les quantités escomptées malgré le sacrifice. Ce pauvre ne pourra pas encore disposer des montants nécessaires pour payer les engrais pour les saisons suivantes (saison C et A).

### **2.2.3. Les aspirations des ménages vivant plus des activités autres que l'agriculture**

Les ménages qui sont à la recherche des emplois saisonniers ou occasionnels sont les plus vulnérables. Leur première difficulté consiste à trouver ces emplois étant donné les opportunités limitées.

*Nous faisons recours aux riches pour vendre la main d'œuvre parce que c'est très rare qu'une personne qui a la force physique manque du travail surtout la vente de la main d'œuvre (FGF Agri, Cendajuru, Vumbi).*

La deuxième difficulté consiste en la gestion des maigres salaires face à des besoins immenses et des prix élevés des produits alimentaires.

Les autres ménages exerçant principalement des activités autres que l'agriculture se tournent vers le petit commerce.

*Moi je voudrais continuer à faire mon commerce afin de pouvoir acheter des terres cultivables à léguer à mes enfants quand ils grandiront*

*Moi aussi je voudrais continuer à faire le commerce afin de pouvoir scolariser mes enfants (FGFnAgri, Bumba, Butaganzwa)*

Les femmes qui vivent principalement des activités autres que l'agriculture exercent pour la plupart du petit commerce.

*Moi je suis veuve et commerçante, si je pouvais avoir quelqu'un qui peut m'aider à avoir un grand capital pour continuer à faire mon commerce comme ça je pourrais acheter des animaux domestiques puis acheter une parcelle que je laisserai à mes enfants quand je ne serais plus là.*

*Si je pouvais avoir un capital pour continuer à faire mon commerce car je n'ai pas de terres à cultiver, je cultive une petite parcelle ou parfois je loue là où cultiver. Il arrive que je donne la main d'œuvre afin de pouvoir louer une portion à cultiver. Si donc je pouvais avoir un grand capital je pourrais acheter des chèvres dans les bénéfices de mon commerce et ainsi pouvoir acheter une parcelle à partir de mes chèvres (FGFnAgri, Cihonda, Gashikanwa)*

Les femmes commerçantes ont été particulièrement rencontrées en commune Butaganzwa à Bumba où se tient un marché particulièrement reconnu pour la vente des animaux de toute sorte. Même si elles exercent principalement le commerce, elles ne mettent pas de côté l'activité agropastorale.

*« J'ai des terres cultivables mais le problème est le manque du fumier, c'est pourquoi je souhaite du capital élevé pour que je me serve du bénéfice pour pouvoir acheter du fumier. » (FCMnA Gatukuza –Gashikanwa)*

*« Moi je voudrais continuer à faire mon commerce afin de pouvoir acheter des terres cultivables à léguer à mes enfants quand ils grandiront. » (FCMnA Bumba-Butaganzwa).*

*« Je voudrais avoir du bétail pour avoir du fumier même s'il s'agit d'une chèvre cela me permettrait d'avoir du fumier mais aussi après mise à bat je pourrais vendre une afin d'augmenter mon capital. » (FCMnA Nyabibuye - Butaganzwa)*

Les hommes qui vivent principalement des activités autres que l'agriculture exercent divers métiers (menuisier, maçon, coiffeur, boutiquier, vendeur de vin de banane, etc). Comme ils le disent ils sont limités par le niveau faible de leur capital. Ils n'oublient pas non plus la possibilité d'investir en agriculture et élevage si les moyens le leur permettent.

Par rapport à ces différents métiers, il y a des contraintes qu'on peut identifier ici. Nous les présentons et proposons «des voies de sortie dans le tableau suivant.

Métiers	Contraintes	Voies de sortie
<b>Menuisiers</b>	Ceux qui pratiquent le métier de menuisier utilisent encore des outils moins performants. Outre que les moyens financiers leur manquent, les outils modernes nécessitent la connexion au courant électrique.	Si ces menuisiers peuvent se regrouper, ils peuvent ouvrir des stands au niveau des centres urbains connectés à l'électricité.
		Dans le même ordre, ils auront un lieu plus accessible pour ceux qui veulent effectuer des commandes.
<b>Maçons</b>	Les maçons attendent qu'il y ait quelqu'un qui démarre des activités de construction, principalement dans les centres semi urbains ou urbains.	Trouver des activités alternatives que ce soit le petit commerce, l'agriculture ou l'élevage
<b>Coiffeurs</b>	Les salons de coiffure sont à la mode. L'utilisation des plaques solaires comme source d'énergie limite le niveau des activités	Se regrouper pour travailler au niveau des centres urbains ou semi urbains (pour se connecter à l'électricité) est une alternative.
<b>Boutiquer</b>	Niveau bas du capital	Trouver des activités complémentaires
<b>Vendeur de vin de banane</b>	Clientèle limitée à certaines périodes de l'année	Trouver des activités complémentaires.
	Conditionnement et conservation du vin	

Les populations pauvres pensent que l'accès au crédit pourrait leur ouvrir la voie vers le capital d'investissement nécessaire pour sortir de la pauvreté.

*« Avoir un crédit pour augmenter mon capital. Le bénéfice obtenu me permettra d'acheter les animaux domestiques pour fumer mes champs. » (CMHnA Bumba Butaganzwa).*

*« Avoir les animaux domestiques pour apporter de la fumure à mes champs. Comme cela mes enfants auront à manger tous les jours. » (CMHnA Bumba Butaganzwa).*

#### 2.2.4. Les aspirations des jeunes

Les jeunes garçons aspirent à construire leur vie sur leur lieu d'origine. Mais ils affirment ne pas avoir les terres et le capital pour démarrer leurs activités. *« ...nous vivons de l'agriculture mais nous sommes confrontés à un problème de manque du compost (fumier) parce les terres ne sont plus fertiles, c'est très difficile de pouvoir récolter si tu n'as pas mis du compost. (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).*

Face à ce problème de fumier, les jeunes désirent élever du bétail. « *pour faire face au manque du compost, nous cherchons à élever du petit bétail pour en avoir* » (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).

Ils espèrent que le projet pourra initier un projet de distribution du bétail aussi envers les jeunes.

« *...s'il l y avait un projet ou des bienfaiteurs comme vous, qui pourraient nous donner du bétail pour l'élevage, cela nous avantagerait le plus parce que on aura du fumier.* » (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).

Pour pouvoir diversifier leurs activités en dehors de l'agriculture et l'élevage, les jeunes aspirent accéder à la formation professionnelle.

Pour les jeunes filles, elles aspirent à l'achat de parcelles pour avoir un revenu et devenir indépendantes financièrement.

« *si nous avons des moyens, nous achèterions des parcelles pour cultiver, du bétails pour l'élevage mais aussi ouvrir un petit commerce comme une boutique pour vendre des fantas et de la bière* ». (FGJF Cendajuru, Vumbi, Kirundo).

*Le fumier est disponible au marché. On achète la petite quantité possible car le fumier surtout organique coûte cher, sont des riches qui sont capable de l'acheter.*

### 2.3 Les réponses reçues de l'environnement naturel pour atteindre les différentes aspirations

Dans les deux zones d'études (DN et PCH) les possibilités de pratiquer plusieurs cultures (vivrières et de rente) sont le premier atout pour atteindre les différentes aspirations. **Autrefois, le café était l'unique culture qui pouvait procurer des revenus monétaires aux ménages. Aujourd'hui, avec le développement du marché, les produits vivriers (banane, pomme de terre, haricot, riz,...) sont des sources incontestables de revenus.** La banane jouit du statut de culture pérenne (dont la production s'étend sur toute l'année).

« *Nos propriétés s'apprêtent mieux à la culture du haricot, de la patate douce, du manioc et du maïs. Cela nous aide à avoir de quoi manger ou vendre et rapporter de l'argent. Il y a aussi le haricot et le maïs qui peuvent se produire deux fois l'année. D'ailleurs il est possible d'en produire trois fois l'année pour ceux qui possèdent des propriétés dans les marais. Ces marais constituent pour nous un atout important pour l'agriculture. Actuellement, la promotion de la culture d'avocatier constitue aussi une potentialité de développement.* » (CMHA Kiremba -Gashikanwa).

« *Les ressources les plus répandues chez nous sont les bananes et le café. Ces ressources nous aident à satisfaire nos besoins quotidiens.* » (CMHA Rukambura-Butaganzwa).

*« C'est le café qui nous aide ici à avoir de grandes sommes d'argent en une fois. Nos terres s'approprient aussi mieux au haricot, manioc, le maïs, ... et ça nous aide à nourrir nos familles et avoir de l'argent. » (CMHA Cendajuru-vumbi).*

Pour les ménages qui en disposent, les **boisements sont aussi une ressource rassurante**. Le bois est en effet sollicité pour divers usages : constructions, meubles, etc.

*« Le boisement amène aussi d'argent pour celui qui en possède. » (CMHA Cendajuru-vumbi).*

La **culture des fruits est également une bonne option pour les ménages connectés au marché**.

*« Les fruits sont cultivables dans notre localité. Les difficultés résident au niveau de semences, et les en avoir est le problème central qu'il faut résoudre. »*

Le développement de l'apiculture pourrait procurer des revenus aux ménages.

*« Je pratique l'élevage des abeilles et j'obtiens du miel. Je vends quelques quantités et j'en bois d'autres. » (CMHA Nyabibuye –Butaganzwa).*

**L'exploitation des ressources naturelles (sable et moellon des rivières) pour vente peut procurer des revenus.** *« La petite rivière qui donne du sable et des pierres ». CMFA Bumba -Butaganzwa*

**L'argile (ressource naturelle) sert à la fabrication des matériaux locaux de construction** (briques, tuiles dont la vente apporte des revenus aux jeunes (ayant encore la force pour y travailler). *« J'ai une terre où je peux fabriquer les briques » (CMHA Nyabazimu-Vumbi)*

*« La fabrication des briques génèrent pas mal de revenus. On ne peut pas manquer quoi faire ici. Si on se rend dans les ateliers de fabrication des briques, tu peux faire de l'argent. » (CMHnA Nyabibuye-Butaganzwa).*

L'exploitation des parcelles se trouvant dans les marais (pour les ménages qui en disposent) est une option sûre de la résilience avec la culture du riz et les possibilités d'irrigation ou d'arrosage. Ces surfaces permettent d'assurer des productions quel que soit les conditions climatiques et permettent dans une certaine mesure de s'affranchir des problèmes de sécheresse et de produire une gamme variée de productions qui ont une valeur tant nutritionnelle que commerciale.

*« Il y a des marais à louer pour cultiver le riz et des légumes, ce qui nous aide à trouver de quoi à nourrir les enfants. Sur les montagnes, les jardins potagers sont pour la saison des pluies si non ils se sèchent pendant la saison sèche et cela nous amène à la carence des légumes. » (CMFA Cendajuru-kibande-Vumbi)*

*« Nous disposons aussi des marais dans notre milieu de vie, ce qui permet de semer trois fois l'année » (CMHA Cihonda –Gashikanwa)*

Ce sont aussi des métiers divers qui aident les populations à atteindre leur aspirations . Ceci est particulier dans les commune Butanganzwa de la province Kayanza avec **le travail du bois**.

*« Les métiers de menuiserie qui nous ont occupés et développés. J'ai évolué avec les blancs et mon père aussi, faisait ce métier. Ce métier nous fait vivre, satisfaire les besoins de la famille, mes enfants, apprendre ce métier aux autres ». (CMHA Nyabibuye-Butaganzwa-Kayanza)*

Les possibilités d'aller travailler chez les riches et les systèmes de partage offrent quelques opportunités aux plus pauvres. Les riches prêtent des animaux qui sont élevés par les « pauvres ». Ces derniers profitent de la production du fumier mais aussi d'une partie des animaux obtenus par multiplication.

*« Lorsqu'on s'est réveillé en bonne santé, on ne peut pas manquer de quoi faire. On va vendre de la main d'œuvre chez les riches et au retour nous imitons leurs pratiques. » (CMFA kabuye-Nyabazimu-Vumbi).*

*« Ici il y a des riches qui peuvent offrir du travail aux pauvres. Quand on a de la force on ne peut pas manquer quoi faire sauf pendant la saison sèche. Il y a des éleveurs plus ou moins aisés qui peuvent accepter de donner du petit bétail à qui le demande à conditions que ce dernier soit quelqu'un de confiance. » (CMFA kabuye-Nyabazimu-Vumbi).*

**Les possibilités de migrer pour travailler dans les pays voisins peuvent aussi aider dans l'atteinte des aspirations<sup>10</sup> :**

*« On se développe quand on va au Congo (travailler sur des sites d'exploitation des minerais) ou en Tanzanie (cultiver les champs). Ceux qui étaient allés étaient retournés avec les moyens financiers pour acheter les animaux et ils construisent les maisons » (CMHA Cihonda-Gashikanwa).*

## 2.4 Les pouvoirs internes des ménages pour renforcer la résilience

La première force ou pouvoir du ménage est la **disposition d'un minimum de facteurs de production (terre, travail et capital)**.

*« Nous avons une terre assez suffisante. ». « J'ai une force physique d'aller vendre de la main d'œuvre avec mon mari chez les voisins riches et cela nous aide à avancer la période de soudure. ». (CMFA Cendajuru-kibande-Vumbi).*

*Moi je possède une assez grande propriété foncière qui me permet de produire assez pour nourrir ma famille, et un excédent pour le marché. « Il y a des personnes qui disposent de*

---

<sup>10</sup> Cette partie a été plus développée au point 4.2 qui parle de la migration des jeunes



parcelles dans les marais. Ceux-là peuvent produire hors saison, ce qui est un atout important. » (CMHA Rukambura-Butaganzwa).

*L'activité agropastorale est notre force en tant que ménage. Les cultures qui nous intéressent beaucoup sont le haricot, le maïs et la pomme de terre. Nous mangeons la récolte et pour améliorer la nourriture nous vendons une partie de notre récolte. CMFA Nyabibuye –Butaganzwa).*

Une fois la production obtenue, les ménages qui peuvent satisfaire les besoins alimentaires et dégager un excédent pour la vente sont dans une situation un peu plus confortable.

*On s'entend avec ma femme pour vendre une partie de ce qu'on a récolté. On doit s'entendre pour ne pas créer des conflits. Nous vivons de l'agriculture. Quand on veut quelques choses on vend des produits agricoles. (CMHA Rukambura-Butaganzwa).*

**La deuxième force interne des ménages est leur pouvoir organisationnel et dans une certaine mesure le pouvoir de planifier** (décider et/ou opérer des choix) **et de dompter l'avenir**. Ce pouvoir est basé sur des connaissances et des pratiques en matière d'agriculture (diversification des cultures) et d'alimentation. Les pratiques agricoles maîtrisées sont entre autres les techniques d'assolement (disposition des cultures sur une même parcelle) et de rotation (succession des cultures sur une même parcelle) en fonction des besoins.

Une autre force et la pratique ancestrale consistant à sélectionner et conserver les semences pour les saisons qui suivent. Ils savent choisir les graines (maïs, haricot) et boutures (manioc, etc) saines par rapport aux autres.

*« Nous avons des connaissances sur les pratiques agro-pastorales qui pourraient nous servir à améliorer les conditions de vie de nos ménages. » « Nous connaissons les trois groupes d'aliments (glucides, lipides et les protéines) grâce à la sensibilisation des relais communautaires (ASC). » (CMFA kabuye-Nyabazimu-Vumbi).*

**Les pratiques agricoles sont améliorées grâce à la présence des multiplicateurs.**

*La présence des multiplicateurs de semences dans notre milieu nous permet d'améliorer notre connaissance sur les pratiques agropastorales. (CMFA kabuye-Nyabazimu-Vumbi).*

**Le pouvoir (droit) d'adhérer et de participer dans différentes associations (notamment celles engagées dans les pratiques d'épargne et de crédit)**

*« La seule force sur laquelle notre ménage peut compter est ma participation aux associations d'épargne et de crédit. Mon mari est vieux je suis sa deuxième femme il ne peut plus travailler, je demande un crédit pour payer la main d'œuvre, j'achète des intrants agricoles s'il y a un régime de banane à maturité, je vends et je rembourse la dette petit à petit ou bien j'attends la récolte pour rembourser. » (CMFA Cihonda- Kibande Gashikanwa)*

## 2.5 Les organisations du milieu et les possibilités offertes aux populations

### 2.5.1. Les possibilités de commercialiser les produits agricoles

Le Burundi est un petit pays dont les régions (centres urbains en développement) sont connectées les unes aux autres par un réseau routier relativement bien entretenu. C'est un atout très important pour les ménages qui ont la possibilité de commercialiser les différents produits agricoles et d'élevage. En effet, il ne suffit pas de produire ; il faut surtout valoriser la production par la vente. *« Le commerce est aussi possible parce que même si on cultive sans commerce, c'est presque inutile. »*

Les infrastructures routières et la présence des marchés d'approvisionnement et/ou d'écoulement des produits peuvent non seulement inciter les producteurs, mais également offrir des occasions pour investir dans divers domaines.

*« Nous avons un marché non loin de chez nous où on peut acheter des bananes et commercialiser le vin de banane, le problème reste le manque de capital ». (CMHnA Gasura-Vumbi)*

*« Le marché de Bumba. Nous sommes des agriculteurs nous l'avouons. Mais le jour du marché, nous devenons tous des commerçants des produits agropastoraux de notre localité et cela permet à nos cultures d'arriver à maturité ». (CHFA Bumba-Butaganzwa)*

*Le CDS privée BURANIRO qui est à 5 km d'ici est un marché d'écoulement des fruits. Le lendemain du jour du marché, nous allons vendre des fruits là-bas. (CHFA Bumba-Butaganzwa)*

*« La route est une facilité et nous en profitons. Avec mon capital de 1500 Fbu, je mets mon panier d'avocats au bord de la route, les passagers achètent et à la fin de la journée je me retrouve avec mon capital de 1500 Fbu et un kg de haricot comme bénéfice. » (CMFA Gasura-Mucamo-Vumbi).*

*« Nous sommes près de la route goudronnée RN1 ce qui facilite le transport de la production sur une longue distance en vue de réaliser plus de profit. » (CMA, Kibanda-Cihonda-Gashikanwa)*

Dans toutes les communes des marchés des produits divers se tiennent une à trois fois la semaine. Dans les centres urbains et semi-urbains, les marchés se tiennent tous les jours.

#### **Les facilités offertes par les hangars communautaires de stockage**

Il n'y a pas d'exclusion dans l'usage des hangars de stockage. Le ménage qui est exclu ou qui s'exclut est celui qui n'a pas de production suffisante pour stocker. Une certaine quantité (3 à 5 kg sont retenus) pour permettre le fonctionnement (gardiennage, achat des produits, etc.) Une certaine quantité (3 à 5 kg sont retenus) pour permettre le fonctionnement du hangar. Ce qui est curieux, c'est que les gestionnaires affirment qu'ils ne reçoivent aucune motivation.

Les hangars de stockage jouent un triple rôle : la prévention des conflits familiaux, la protection et la valorisation des récoltes.

### 1. La prévention des conflits familiaux et la protection des récoltes

La gestion des récoltes est souvent source de tensions et de conflits entre les membres de la famille. Certains hommes peuvent subtiliser les produits et les vendre à l'insu de leurs épouses. L'argent issu de la vente est également dépensé en dehors du ménage. Certaines femmes font également la même chose. Certains enfants peuvent également tromper la vigilance des parents. Il s'installe alors un climat de méfiance entre les membres du ménage. En cas de gaspillage des récoltes (surtout) de haricot, le ménage peut se retrouver sans semences pour la saison suivante. En faisant recours aux hangars communautaires de stockage, le mari et la femme déterminent de commun accord les quantités réservées pour l'autoconsommation et celles destinées au stockage (surtout comme semences).

Outre la prévention des conflits familiaux les récoltes sont protégées contre les risques de vol (pendant la nuit ou la journée) par des personnes (voleurs) étrangères aux ménages.

### 2. La valorisation de la production

Les prix des produits alimentaires étant déterminés par le niveau de l'offre, on observe généralement une baisse des prix au moment de la récolte. La vente précipitée des récoltes peut entraîner des pertes si on compare les prix au moment de la récolte et deux mois après. Les stratèges préfèrent alors attendre pour que le prix de vente leur soit favorable. A la longue, avec le recours aux hangars de stockage par un grand nombre de producteur, les pratiques du warrantage peuvent être développées.

Les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO)<sup>11</sup> qui non seulement occupent une bonne partie de la main d'œuvre, mais aussi procurent des revenus grâce à la vente des matériaux locaux de construction.

*Le grand chantier du marché de vache en cours de construction. Les maçons, les aide-maçons, les extracteurs du sable (autochtones), les fournisseurs des pierres des briques en profitent.*

*« Le hangar construit par l'Etat, nous sert beaucoup car il nous lutte contre le gaspillage de semences afin de réaliser des projets éventuels. »*

---

<sup>11</sup> Les projets HIMO de mise en place des infrastructures (construction des marchés, pavage des routes) sont souvent financé par la Banque Mondiale. Il y a d'autres infrastructures comme les canaux d'irrigation des marais qui sont financés par d'autres intervenants investis dans l'appui à l'agriculture.

### 2.5.2. Les structures déconcentrées des ministères

Dans les provinces et communes du Burundi, nous retrouvons les services déconcentrés de différents ministères. Par rapport à la résilience, les plus connus sont :

#### 1° Le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité publique.

Concernant l'administration du territoire, ce ministère est doté des structures opérationnelles jusqu'à la colline (administration provinciale, communale, zonale et collinaire). Une fois bien utilisée, cette administration est un canal de transmission des informations du sommet à la base ou de la base au sommet. L'administration à la base collabore avec tous les acteurs de développement (structures étatiques, ONG locales et internationales) intervenant avec des missions diverses sur les différentes délimitations territoriales. C'est un relai important pour la mobilisation de la population. Le plus souvent, c'est à ce niveau qu'intervient le rôle de l'administration dans le ciblage des bénéficiaires des différents projets/programmes. L'administration locale est donc un canal pour toucher les bénéficiaires.

Pour certains l'administration locale semble absente face à leur situation.

*« Les acteurs étatiques même l'administration à la base n'intervient en rien dans notre milieu. Nous sommes laissés à nous-même. Vous voyez vous-même les routes ne sont pas entretenues, les sources d'eau ne sont pas aménagées. » (CMA Gikomero-Mikuku Vumbi).*

Il y a cependant un rôle important joué par l'administration à la base. Il s'agit de faire respecter les lois et les règles et d'intervenir en cas de conflits.

*« L'administration à la base nous aide elle aussi à résoudre les conflits. »(CMA Bumba-Gahororo-Butaganzwa)*

*« Pour les questions sociales (résolution des conflits), il y a l'administration à la base et les instances judiciaires. » (CMHA kaguruka-Cendajuru-Vumbi)*

#### 2° Le Ministère de l'Education nationale

En plus de la direction des écoles éparpillées sur les collines, les structures administratives (communes et provinces) sont dotées des directions qui planifient, organisent et font le suivi des systèmes éducatifs.

#### **Une nécessité de renforcer l'enseignement professionnel**

L'enseignement le plus dispensé au niveau des communes et provinces est du type « général fondamental ». C'est une faiblesse du système éducatif, étant donné que tous les enfants ne peuvent pas continuer les enseignements jusqu'à l'Université. Cependant les jeunes rencontrés affirment qu'il existe des possibilités de formation professionnelle dans la Région, mais qui restent inaccessibles du fait du manque des fonds nécessaires pour s'acheter du matériel à l'exercice du métier appris.

*« Ce que nous faisons nous, c'est l'agriculture et l'élevage du petit bétail mais aussi on peut faire apprentissage des métiers par exemple la couture parce qu'il y a un centre de formation professionnelle de la paroisse Gitobe. Le blocage est qu'à la fin de la formation*

*tu dois t'acheter une machine à coudre qui s'achète a 300.000 fbu, c'est une lourde somme pour nous » (FGJG, Kabuye, Vumbi).*

Pour d'autres jeunes gens, le manque de frais de formation constitue une vraie barrière à l'apprentissage des métiers.

*« A part la couture déjà dite, il y a des personnes qui coupent et scient les arbres mais malheureusement ils ne sont pas de notre colline. Si on leur demande de te montrer comment on le fait du moins te former, ils vont d'abord te demander une tête de chèvre laquelle il n'est pas possible de l'avoir à cause du manque d'argent, et cela constitue un obstacle pour les formations à cette profession. La plupart d'eux proviennent de Kayanza » ((FGJG, Kabuye, Vumbi).*

Le développement de l'enseignement des métiers permettrait à certains lauréats de s'intégrer dans la société grâce aux activités entrepreneuriales et ainsi d'alléger un tout petit peu l'épineux défi de chômage des jeunes. Du même coup, l'insertion socio-économique des jeunes résoudrait les problèmes liés à l'exode rural, à la migration des jeunes. Une fois sur place, ces jeunes réinsérés socio économiquement pourront appuyer les activités agricoles dans leurs ménages.

### **3° Le Ministère de l'environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage**

Les Bureaux provinciaux de l'Environnement d'Agriculture et d'Elevage ont leurs prolongements au niveau des communes. Au niveau des collines, il y un moniteur qui vit au quotidien avec les populations. Ils sont d'un important concours par leur intervention :

*Les moniteurs agricoles établis par le Gouvernement nous assistent par leurs conseils en matière d'agriculture ((CMA Bumba-Gahororo-Butaganzwa)*

*« Il y a des agronomes qui nous apprennent comment cultiver selon les techniques agricoles modernes ».*

*Les agronomes et monitaires agricoles nous éclairent sur les questions agricoles (CMHA kaguruka-Kibande-Vumbi)*

La tendance pour les agronomes collinaires est de s'occuper des centres de rayonnement (CEP : Champs Ecoles Paysans) où les populations **intéressées** viennent et apprennent les techniques de cultures et les innovations. Les moniteurs agricoles travaillent alors avec les plus « aisés » qui disposent d'assez de terres, peuvent mobiliser la main d'œuvre et utiliser les quantités suffisantes d'intrants (fumure organique et engrais minéraux). Les pauvres qui n'ont pas les moyens d'acheter les semences sélectionnées se retrouvent ainsi exclus.

*« Le BPAE, nous aide dans l'amélioration technique de l'agriculture et d'élevage en nous fournissant des enseignements innovants mais la limite reste au niveau d'avoir de l'engrais chimique car chacun doit payer un prix fixe pour une quantité fixe. (CMH Gikomero Vumbi).*

Le chargé du suivi et évaluation à la BPEAE Kirundo donne des pistes d'orientation pour des programmes « pro pauvres » et la recherche.

Par rapport aux programmes spécifiques aux pauvres, la première étape serait de les encourager à se regrouper pour qu'ils soient plus facilement accessibles (pour les intervenants) et qu'ils mettent en commun leurs forces et expériences..

La recherche est envisagée dans plusieurs domaines.

1. En vue de faire face aux effets des changements climatiques, la recherche doit porter sur variété des cultures résistantes et à courte saison et sur l'agroforesterie.
2. Les cultures comme la colocase (qui a presque disparue), le manioc, le haricot bio fortifié en fer, la patate douce à chair orange devraient attirer plus d'attention étant donné leur niveau de contribution à la sécurité alimentaires des ménages.
3. En matière d'élevage, la recherche doit porter sur l'amélioration des rendements (lait et viande) et la santé des animaux
4. Concernant la pisciculture (élevage des poissons est un domaine à explorer), l'appui au niveau de la production-multiplication des alevins devrait être bon un départ.

#### **4° Le Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA**

Les Centres de Santé (CDS) sont les structures sanitaires les plus proches de la population où des services préventifs et curatifs sont offerts.

La grande majorité des communautés visitées semblent apprécier les services de santé qui leur sont offerts au niveau des CDS. Les agents de santé communautaires sont un maillon du système de santé qui est également très valorisés par les communautés. Vivant dans la même communauté, ils sont très proches des ménages et sont toujours prêts pour les soins qui rentrent dans leur paquet d'activité que ce soit des soins pour les enfants de moins de cinq ans ou les adultes (ex : diagnostic rapide et traitement du paludisme).

La gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans constitue une politique très appréciée par les communautés et considérée comme un atout pour une meilleure santé des catégories concernée par cette politique.

*« Les Agents de santé communautaire (ASC) nous aident au travers les séances de sensibilisation sur certaines maladies, sur la nutrition des enfants, sur la santé sexuelle et reproduction, sur l'hygiène, etc. ». « Les ASC établis par le Gouvernement qui aident beaucoup pour la santé, surtout pour la santé infantile. » (CMHA Bumba-Butaganzwa).*

#### **5° Le Ministère de la solidarité nationale, des droits de l'homme et du genre**

La structure la plus connue pour ce Ministère est le Centre pour le Développement Familial et Communautaire (CDFC), opérationnel au niveau des provinces. Il dispose également d'un Assistant social au niveau de chaque commune. Les CDFC et les assistants sociaux interviennent pour orienter et régler les conflits au sein des ménages. Ce sont également des structures de relais pour toucher les bénéficiaires de différents projets.

### 2.5.3. Les organisations locales de la société civile et les ONG internationales

Certaines organisations locales (société civile avec diverses vocations) nouent des partenariats avec les ONG internationales et posent des actes caritatifs en faveur des pauvres (renforcement des capacités, distribution des tôles, des semences améliorées, des animaux d'élevage, des rations alimentaires, etc.). Ces interventions sont positivement appréciées par les bénéficiaires qui affirment (certains) qu'ils ont augmenté leurs rendements agricoles et amélioré l'alimentation.

Le repeuplement du cheptel est doublement bénéfique grâce à la production du fumier et à la multiplication des animaux.

*« La coopérative SANGWE. Elle nous a donné des animaux d'élevage (vache, chèvre ou porc), Nous gardons les animaux chez nous pour la coopérative. Nous en profitons du fumier, du lait s'il s'agit d'une vache et au fur du temps nous partageons la progéniture avec SANGWE. » (CMHnA Bumba-Butaganzwa).*

Dans le domaine de l'agriculture, l'augmentation des rendements (et de la production) sur de petites superficies est un défi. Pour y faire face, il faut passer par l'augmentation du capital en utilisant des intrants (dont les semences) de qualité.

*« Il ne nous sera pas facile d'inventorier tous les bienfaits de TUBEHONEZA (à travers AVSI). Avant je récoltais au maximum 70kg de haricot mais aujourd'hui la production sur toutes les cultures s'est multipliée par 3.*

*« Une ONG nous a donné les corde de patate douce de première qualité et du haricot de bonne qualité comme semences. Il nous a appris comment former les cirques économiques et nous a offert un petit coffre-fort pour conserver l'argent.» (CMH Gikomero Vumbi).*

En plus du souci d'augmenter la production, certaines organisations s'occupent de la nutrition (surtout des enfants) jouent également un rôle important dans la résilience des populations.

*« TUBEHONEZA nous a formés et informés sur les bonnes pratiques alimentaires, comment protéger les terres exploitables (traçage des courbes de niveau, semences améliorées, les arbres qui cohabitent bien avec les cultures, arbres fruitiers,), on nous a montré comment trouver de la fumure organique à base des débris végétaux (nous creusons une compostiere, nous mettons dedans des débris végétaux de toute sorte, nous construisons un ombrage pour garder le compost toujours humide). (CMFA Nyabibuye – Ngendo-Butaganzwa)*

*« Une organisation a travaillé sur l'insécurité alimentaire afin de réduire ou vaincre la malnutrition des enfants. Elle nous a donnés des semences de légumes, elle nous a sensibilisé sur les bonnes pratiques alimentaires et voilà en combinant les ressources alimentaires disponibles ici et celles disponibles au marché les enfants sont en bonne santé. Les ASC mesurent suivant leurs normes et ne trouvent pas aucun cas de la malnutrition. » (CMFA Cihonda-Kibande Gashikanwa)*

D'autres organisations s'investissent dans la promotion des droits divers. L'appui dans la mise en place des organisations locales (groupement de solidarité), gérées sur des principes coopératives et démocratiques est une des actions qui permettent aux différents membres de sortir de leur quotidien pour viser plus loin. Les organisations qui ont aidé dans la mise

en place des groupements locaux d'épargne et de crédit semblent être les mieux appréciées au niveau des communautés.

*« TUBEHONEZA a mis en place plusieurs groupements communautaires d'épargne et de crédit avec règlement d'ordre intérieur élaboré par les membres. Au sein du groupement on épargne 1000frbu à 3000 Fbu deux fois le mois, et on contracte des crédits. On épargne aussi 100frbu d'entraide sociale. Et la fin de l'exercice normalement une année on partage équitablement sous la supervision de TUBEHONEZA. » (CMFA Nyabibuye –Ngendo-Butaganzwa)*

*« MIZERO (association mise en place grâce à CARE International) est la première association qui a fait sortir les femmes de notre milieu de leurs maisons (pauvreté) pour participer au développement du milieu. On nous a sensibilisé sur le droit de la femme et nous a mis dans des groupements d'épargne et de crédit SILC. Que Dieu la bénisse. » CMFA Cihonda-Kibande Gashikanwa)*

Les groupements communautaires d'épargne et de crédit permettent d'obtenir facilement de petits crédits, au moment où les institutions formelles d'épargne et de crédit sont inaccessibles pour un grand nombre. Ces institutions exigent des avaliseurs ou des hypothèques. Les hypothèques sont des propriétés foncières. Là aussi, il faut disposer d'un titre de propriété, ce qui est rare en milieu rural.

*« Il y a la COOPEC, on donne des crédits mais, on doit avoir un avaliseur qui travaille dans la fonction publique ou on doit présenter l'hypothèque. » (CMHA Gasura-Mucamo-vumbi.)*

#### **2.5.4. Les unités locales de collecte des produits et de transformation**

Les unités locales de collecte ou de transformation des produits jouent un rôle important dans le développement. Elles valorisent les produits locaux, fournissent de l'emploi et créent des pôles de développement dans le milieu. Ce sont des incitants pour l'augmentation de la production. Avec le développement de l'élevage bovin, les CCL (Centres de collecte du Lait) sont des incitants pour augmenter la production et les revenus.

*« ZIRAKAMWA-GASURA est une usine de collecte et de transformation du lait à Gasura. Dans notre colline, il y a une personne qui en est chargé et travaille pour cette usine. » (CMHnA Kibande-cendajuru-Vumbi)*

#### **2.5.5. Les contraintes des ménages**

Les ménages ont généralement des moyens limités. Face à la pression démographique, les terres se sont amenuisées et ont perdu leur fertilité suite à leur surexploitation (abandon de la jachère et manque de fertilisants). L'agriculture ne peut donc plus occuper la main d'œuvre surabondante dans le milieu rural. De même l'absence des opportunités d'emplois dans le milieu laisse les jeunes dans une situation de chômeurs permanents.

Plus encore, les moyens financiers manquent. La vente de la main d'œuvre (souvent pendant les saisons culturelles) ne procure que très peu d'argent, juste pour satisfaire un peu les besoins alimentaires pour les ménages non agricoles ou subvenir à quelques autres besoins non alimentaires pour les ménages agricoles.



La plupart des ménages agricoles manquent de moyens financiers soit pour acheter les animaux (pouvant les aider dans la production du fumier), soit pour acheter les fertilisants minéraux, ou encore pour acheter les semences (pouvant les aider dans l'amélioration des rendements).

### **2.5.6. Les contraintes des organisations**

Même si elles sont présentes et opérationnelles sur tout le territoire national, les structures des BPEAE ont des moyens limités pour soutenir les pauvres.

Les organisations œuvrant dans les domaines sociaux (santé, éducation, etc.) font face également à la pression démographique et on observe d'énormes difficultés dans l'enseignement de base, et dans la santé.

Face à un nombre important de demandeurs, les organisations caritatives font face à des difficultés de ciblage des bénéficiaires. Très souvent, les administratifs à la base qui sont appelés à aider dans le ciblage recourent à des pratiques de corruption (par les « riches »), peuvent se baser sur des liens politiques ou familiaux. Les interventions bénéficiant à l'ensemble de la population (adduction d'eau, irrigation des marais, traçage des courbes de niveau, infrastructures à HIMO, etc.) sont dans ce cas les mieux indiqués. Toutefois, une attention particulière devrait être portée sur la catégorie des pauvres.

## CHAPITRE TROIS. LES STRATEGIES FACE AUX DIFFERENTS CHOCS

### 3.1. Les stratégies adoptées en permanence par les ménages

Face aux conflits (surtout fonciers), les stratégies de conciliation par les voisins ou par les administratifs à la base sont les plus payantes et les plus rapides par rapport aux recours aux administratifs (au plus haut niveau) ou aux instances judiciaires. Les recours aux instances judiciaires érodent la confiance entre les parties en conflits et au sein de la communauté.

La vente des produits agricoles et animaux est l'unique stratégie pour obtenir des revenus monétaires et faire face à diverses dépenses. Pour les ménages vivant essentiellement des activités autres qu'agricoles le petit commerce (avec un faible capital) est l'activité qui permet de sauver les ménages. Les métiers divers (maçonnerie, menuiserie) et les emplois occasionnels ou saisonniers permettent de faire survivre les autres catégories des ménages.

<b>Présentation du problème</b>	<b>Stratégies adoptées</b>	<b>Stratégies qui marchent (commentaire)</b>
<p><b>1. Les conflits sociaux</b></p> <p>« Les conflits fonciers sont nombreux entre les frères en famille, les conflits conjugaux aussi » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</p>	<p>1.1 La conciliation menée par les voisins.</p> <p>« A côté des administratifs, les voisins interviennent aussi. Mon voisin s'était disputé avec sa femme, ma femme a été appelée et avait mené une intervention et le conflit a été résolu. » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</p> <p>1.2 Le recours aux instances juridiques.</p> <p>« En cas de persistance de conflits, on se retrouve au tribunal pour les conflits fonciers. » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</p> <p>« Même mon frère a spolié une partie de ma terre, l'affaire n'a pas trouvé une issue en famille, aux tribunaux de résidence, de grande instance, la cour d'appel, chez le gouverneur, elle est maintenant au</p>	<p>La résolution des conflits par les instances judiciaires coûte très chère en termes de temps et d'argent.</p> <p>« Les administratifs tranchent par des amendes » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</p> <p>« La résolution des conflits par les voisins durent » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</p> <p>« Les voisins traitent des situations conflictuelles avant que les plaintes soient soumises aux administratifs. » CMHA Gatukuza-Gashikanwa</p> <p>« Les résolutions obtenues par les conseils des administratifs à la base sont plus efficaces que celles provenant des juridictions. En effet, ce qui était conseil avec les administratifs de base se transforme en procès dans les juridictions, et les deux parties en conflit ne sont plus amis, mais plutôt des opposées. (CMHA Kabamba-Kiremba-Gashikanwa)</p>

	<p><i>ministère de la justice » (CMHA Cihonda-Kibande Gashikanwa)</i></p>	<p><i>S'il s'agit des conflits sociaux, il vaut mieux s'entendre sinon si l'administration locale intervient. Le conflit peut trouver solution mais vous donnez des pots de vin ou des amendes. » (CMFA Gikomero-Vumbi)</i></p>
<p><b>2. La diminution des superficies agricoles</b></p>	<p>La diminution des parcelles agricoles est une évidence qui crève les yeux pour certains ménages qui ont déjà dépassé les limites de la viabilité. Pour y faire face plusieurs stratégies sont mises en place, les unes étant plus payantes que d'autres.</p> <p><i>« On peut travailler alternativement chez soi aujourd'hui et demain tu vas chez quelqu'un d'autre qui te donne de l'argent. »</i></p> <p><i>« Quand on a de l'argent on peut louer un champ chez ceux qui en ont encore. »</i></p> <p><i>« On peut demander au propriétaire de donner son champ et toi tu emmènes la main d'œuvre, les semences ou le fumier cela dépend des clauses convenues entre les parties, et au moment de la récolte vous partager équitablement. »</i></p>	<p>C'est la volonté du propriétaire foncier (le riche) qui détermine la stratégie à adopter. Les trois stratégies sont payantes.</p> <p>Travailler chez les autres permet de gagner de l'argent qui peut aider dans l'achat des aliments ou dans autres dépenses.</p> <p>Louer les terres ou exploiter les terres des autres pour partager les récoltes sont des stratégies gagnant-gagnant pour les parties contractantes</p> <p>Mais dans tous les cas, des investissements durables ne seront pas réalisés sur ces parcelles par le locataire qui est un usufruitier.</p>
<p><b>3. La diminution des rendements, des productions et des revenus</b></p>	<p>3.1 Face à la diminution des ressources (dont la terre), certains affirment qu'ils pensent à la limitation des naissances.</p> <p><i>« Pour nos générations, on essaie tout d'abord la limitation des naissances. » CMHA Kiremba-kabamba-Gashikanwa</i></p>	<p>Il est difficile de produire des quantités suffisantes pour restituer la fertilité des terres qui sont surexploitées.</p> <p>L'élevage (bovin surtout) n'est pas possible pour les pauvres.</p>

<p>3.2 Protéger le patrimoine foncier et la qualité des sols reste la priorité.</p> <p><i>« Pour limiter une déperdition continue de la fertilité du sol, on procède à l'installation des haies. » (CMHA Kabamba-Kiremba-Gashikanwa)</i></p> <p>3.3 Restituer la fertilité des sols par recours au compostage ou à la pratique de l'élevage.</p> <p><i>« Pour fertiliser le sol, nous creusons des compostières, nous mettons dedans des herbes, des déchets et des restes de la cuisine, des restes de la récolte, des feuilles et des troncs de bananier, tout ce qui est pourrissable qu'on rencontre et on met dessus du cendre pour faciliter la décomposition. » (FCMA Gikomero-Mikuku-Vumbi)</i></p> <p><i>« Nous pratiquons (si les moyens le permettent) l'élevage du petit bétail pour avoir du fumier. On utilise aussi des engrais chimique si on a de l'argent. » (FCMA Gikomero-Mikuku-Vumbi)</i></p> <p>La diversification des cultures (cultures de rente en plus des cultures vivrières), la vente des récoltes ou de la main d'œuvre permettent de faire face aux diverses dépenses.</p>	<p>La combinaison de la fumure organique avec les engrais chimiques permet d'atteindre les meilleurs résultats.</p> <p>Le travail salarié permet de compléter les ressources obtenues au sein du ménage.</p> <p><i>« On essaie de chercher une activité complémentaire à l'agriculture, ce qui nous permet d'étendre les sources de revenu. » CMHA Rukambura-Kabuga-Butaganzwa</i></p> <p>Pour fertiliser les sols, les stratégies prises (vente des animaux, endettement, vente des productions agricoles, etc.) pour acheter des engrais, sont payantes puisque ça permet d'augmenter les rendements.</p>
<p>4.1 La décapitalisation (vente des animaux) ou l'endettement pour acheter des aliments.</p>	<p>La décapitalisation (vente des animaux ou d'autres équipements pouvant aider dans la production) est une stratégie qui marche, mais il s'agit d'une solution de court terme pour éviter de mourir de faim. Mais dans le long</p>

**4. La diminution des récoltes et des**

<p><b>stocks des aliments</b></p>	<p>« On vend les chèvres pour acheter les nourritures » CMHA Rukambura-Kabuga-Butaganzwa</p> <p>4.2 Sauter les repas ou diminuer les quantités prises. « Nous cédon seulement la nourriture pour les enfants. » « On diminue la quantité de nourriture pour les enfants. » (CMHA Kabuye-Nyabazimu-Vumbi)</p>	<p>terme, le ménage retombe dans la pauvreté parce qu'il est difficile de retrouver les biens vendus</p> <p>En cas d'insuffisance des aliments, une attention particulière est portée sur les enfants (surtout les plus jeunes). Si les adultes ne mangent pas suffisamment alors qu'ils sont les pourvoyeurs de revenus et de main d'œuvre, cette stratégie n'est que payante dans le très court terme.</p>
<p><b>5. Le manque de moyens financiers</b></p>	<p>Le système financier moderne n'est pas adapté au monde rural et échappe aux pauvres.</p> <p>Il s'est développé une finance locale (usurière) qui appauvrit les plus pauvres à cause des taux très élevés.</p>	<p>Pour faire face à ces problèmes, il y a une dynamique de création des groupements locaux d'épargne et de crédit. Les membres sont en même temps initiateurs et bénéficiaires, ce qui leur permet réduire un peu les pressions liées aux besoins financiers.</p>

### 3.2. Les stratégies adoptées en cas de chocs

Les chocs les plus courants sont des chocs climatiques, les maladies et les décès. Les chocs sont souvent imprévisibles et affectent négativement la vie des ménages.

<b>Présentation du problème</b>	<b>Stratégies adoptées</b>	<b>Stratégies qui marchent (explications)</b>
<p><b>1. Les chocs climatiques (très faibles ou</b></p>	<p>Les chocs climatiques les plus fréquents sont l'insuffisance ou le manque des pluies (particulièrement dans les DN). Pour y faire face, les stratégies adoptées sont :</p>	<p>Les pouvoirs publics encouragent les cultures qui résistent à la sécheresse (dont le manioc) et l'exploitation des marais en cas d'insuffisance des pluies. Les cultures de courtes saisons (légumes) sont les plus en vue.</p>

**très fortes pluies)**

Production de tubercules (manioc, taro) « *Pour la sécheresse, on continue à travailler sur des cultures comme le manioc.* »

Production dans le bas-fond et développement des cultures irriguées

« *On se tourne vers les marais où on développe principalement le maïs.* »

Développement de revenus alternatifs et recours à la migration

« *En cas de pluies excessives et/ou de grêle, on doit recourir à la vente de la main-d'œuvre là où le malheur n'a pas atteint.* » (CMHA Bumba-Butaganzwa)

D'autres ménages préfèrent travailler pour la nourriture à la place de l'argent.

*On n'a pas d'autres choix que d'aller ailleurs vendre sa main-d'œuvre. Dans ce cas, on s'intéresse plus aux produits alimentaires qu'à la monnaie. Par exemple pour moi, si tu m'appelais pour de l'argent je ne pourrais pas venir. Si par exemple l'on me fait un panier de patate douce, je peux le consommer deux jours avec ma famille, mais si c'est de l'argent on ne peut pas le consommer 2 jours.*

Or, peu de ménages disposent des parcelles dans les marais alors que les semences de légumes coûtent chères.

**4**      **2.**  
**Stratégies pour faire face à**

5.1 Disposer d'une carte d'assistance maladie CAM permet de se rendre directement aux structures sanitaires en cas de maladies.

La prévention des maladies par une bonne alimentation est la meilleure stratégie.-(+ chercher à réduire la pénibilité des tâches + l'hygiène)

**la  
maladie.  
e.**

*Nous essayons de nous munir de la carte CAM et en cas de maladies nous allons aux structures sanitaires.» (FCMA Gikomero-Mikuku-Vumbi)*

Puisque la maladie est souvent inévitable, disposer d'une carte d'assistance maladie peut alléger les charges financières pour la famille. Cependant, la CAM est jugée inopérante dans certaines structures de soins.

## CHAPITRE QUATRE. LES DOMAINES A APPPROFONDIR

### 4.1 La santé des communautés

#### a) Comportement en matière de santé

Dans les deux zones agro-écologiques visitées, les communautés ont spontanément recours aux structures de santé ou à l'agent de santé communautaire en cas de maladie sauf en cas de suspicion d'empoisonnement, de « présumée inflammation de la luette », et d'échec de la médecine moderne, pour lesquels les communautés se tournent plutôt vers la médecine traditionnelle/guérisseur. Le recours à la sorcellerie devient très rare et mal considéré par les communautés.

Entre autres alternatives auxquelles les communautés font usage en cas de maladie, il y a la prière.

*« Parfois on peut aller dans les salles de prière s'il n'y a pas amélioration après prise de médicaments. Il arrive aussi qu'on commence par la prière. »* CMF-Dépressions du Nord

Le phénomène d'empoisonnement a été signalé dans toutes les zones agro-écologiques visitées. Les raisons sont principalement les conflits communautaires, souvent liés aux conflits de terre. Cependant, les communautés signalent aussi des empoisonnements « pour le plaisir », sans raison apparente, par vengeance ou jalousie.

Les principaux symptômes révélant l'empoisonnement sont les troubles gastro-intestinaux : les vomissements et la diarrhée. Trois comportements en cas de suspicion d'empoisonnement sont adoptés :

-très souvent, les communautés vont voir le guérisseur traditionnel : *« Notre milieu connaît plusieurs cas d'empoisonnement et nous avons des guérisseurs partout qui détectent et traitent la maladie.... »* ;

- des fois les malades se soignent eux-mêmes : *« Quand il s'agit d'empoisonnement, les médicaments sont presque connus par tout le monde dans la communauté on te donne* (CMF Agri Vumbi-Gikomero-Mikuku)

- très rarement se rendent au Centre de Santé le plus proche. *« Ici on soigne l'empoisonnement au CDS- (CMF Nyabibuye, Butaganzwa, Kayanza).*

Il est possible aussi que l'empoisonnement soit évoqué à tort dans de simples cas de problèmes gastro-entérite liée à la consommation d'une boisson ou aliment dont la propreté est douteuse.

Il est cependant à noter que, traditionnellement, il n'existe pas de maladie ni de mort naturelle. A côté de l'empoisonnement, certains croient encore au **mauvais sort de sorciers ou à la volonté d'un esprit défunt** quoique rare actuellement. Dans ce cas, la prise en charge du malade et le traitement de sa maladie dépend des indications étiologiques du Mupfumu (sorcier). Dans le cas d'une maladie causée par un ancêtre ou un dieu, on procède à des sacrifices ou à des offrandes à l'endroit de l'entité offensée en vue du rachat de l'âme du malade ayant transgressé un interdit, maltraité ou mal nourri l'ancêtre ou le dieu.

Lorsque les causes naturelles sont admises, le recours thérapeutique est la médecine traditionnelle basée sur la phytothérapie ; les plantes étant selon leurs représentations sociales des entités chargées de puissances mystiques et médicinales. Le couvert végétal en est considéré comme l'habitat de certaines entités bienveillantes telles que les génies appelés « ibisigo », maîtres des forêts sacrées et des étangs d'eau. Toutes les parties d'une plante (feuilles, racines, écorces) peuvent entrer dans la composition d'une tisane, d'une décoction



ou d'une infusion prescrite et administrée par le guérisseur lui-même ou confiée à sa famille avec une indication posologique.

Signalons enfin que le nombre de personnes accusés injustement de sorcellerie est de loin plus grand que celui de ceux qui sont accusés justement. Si quelqu'un est accusé de sorcellerie ou d'empoisonneur, son innocence ne peut pas le sauver. Les victimes sont souvent des personnes socialement marginales, n'ayant pas de grande influence dans la société. Dans notre cas, ce sont surtout les vieilles personnes qui se retrouvent sur le banc des accusés. Ces pratiques et ces croyances semblent aussi révélatrice de la crise de confiance au sein des populations et créent des tensions néfastes au développement de chacun.

Du côté du système de santé ; les autorités sanitaires des zones visitées reconnaissent l'existence de ce phénomène d'empoisonnement et la marche d'approche adoptée pour essayer de réduire ses effets a été l'implication des tradi-praticiens dont le recensement était en cours de réalisation par exemple dans les plateaux centraux humides. Le but recherché étant que ces derniers puissent collaborer avec la médecine moderne dans l'orientation et la prise en charge des patients mais aussi d'éviter que n'importe qui puisse s'improviser guérisseur.

## **b) Fréquentation du système de santé**

Les communautés connaissent les services préventifs offerts au niveau des structures sanitaires et les fréquentent régulièrement. Néanmoins, la contrainte qui a été régulièrement rapportée par les femmes des deux zones agro-écologiques est la prise en charge médicale des effets secondaires liés à l'usage des méthodes contraceptives qui est très chère ; limitant ainsi l'accès aux soins de santé en cas de besoin. Alors que les chefs de ménages rencontrés, hommes et femmes confondus, semblent comprendre l'utilité de la régulation des naissances et l'utilisation des méthodes contraceptives, le coût engendré par les soins de santé en cas d'effets secondaires à ces dernières semblent constituer une barrière à leur utilisation. Le souhait des femmes est que les soins de santé en cas d'effets secondaires liés à l'usage des méthodes contraceptives soient subventionnés (gratuits), ce qui pourrait augmenter, selon elles, leur adhésion à ces dernières.

*« Il y a des femmes qui peuvent avoir des conséquences comme les fibromes sur l'utérus suite aux méthodes contraceptives utilisées mais pour les soigner, on vous demande beaucoup d'argent. Elles sont même obligées de vendre la propriété foncière »* CMFnA-Gatukuza-Gashikanwa

*« Il y a celle qui préfèrent arrêter ces méthodes en cas de complications »* CMFnA-Bumba-Butaganzwa

*« Une fois que la femme présente les papiers attestant qu'elle est sous méthode contraceptive, il faut revoir comment elle peut recevoir des soins gratuits pour toutes les maladies originaires de ces méthodes. Par ailleurs, même son utilisation est aussi gratuite. »* CMFA-Kabamba-Gashikanwa

*« Je souhaiterais que les soins des maladies issues des effets secondaires des méthodes contraceptives soient gratuits »* CMFA-Kabuye-Vumbi

*« Si tu souffres des complications liées à la méthode tu paies de l'argent alors que la prise des méthodes est gratuite et même motivée par des mots intéressants. » CMFA-Gikomero-Vumbi*

*Ce qu'ils devraient améliorer c'est la prise en charge des complications liées à ces méthodes contraceptives gratuitement car même si ces méthodes sont données gratuitement lors de la prise en charge des complications liées à ces méthodes on doit payer. CMFnA-Gasura-Vumbi*

Des situations de refus de retrait (moyennant un paiement **ou pas**) de l'une ou l'autre contraception utilisée, sont également déplorées par les femmes. Les femmes voudraient disposer de plus de liberté de décision d'interruption de contraception pour l'une ou l'autre raison.

*« L'implant peut disparaître dans le corps de la femme et pour la rechercher on paie beaucoup d'argent. » CMFA-Nyabibuye-Butaganzwa*

*« Seul le service de planning familial présente des lacunes. Si par exemple tu veux les méthodes contraceptifs là tu es bien accueillie et bien servie mais au contraire si tu veux arrêter momentanément la méthode, on se méfie de toi. Soit le personnel montre qu'il n'est pas disponible soit on te dit d'attendre celui qui t'a mise sur la méthode pour l'enlever. » CMFA-Kabuye-Vumbi*

*« J'ai vu un jour un professionnel qui a chassé une femme qui avait l'implant et qui voulait la retirer, il lui a dit qu'il doit aller chercher celui qui l'avait mise. Nous on demande que lors du retrait on nous accueille bien comme au début quand on va chercher ces méthodes. » CMFnA-Nyabibuye-Butaganzwa*

*« Le problème que nous rencontrons c'est que si la méthode choisie devient incompatible on ne trouve pas facilement des médicaments au CDS ..... On ne peut pas également enlever l'implant avant la période si tu veux concevoir en cas de décès du bébé qu'on avait. » CMFnA-Cendajuru-Vumbi*

*« Lorsqu'on veut arrêter temporairement ou tout simplement abandonner la méthode contraceptif et que l'on arrive au CDS on te répond que le service n'est pas disponible pour le moment qu'il faut attendre la personne qui vous a mis sur la méthode ». CMFA-Cihonda-Gashikanwa*

Les femmes apprécient considérablement la disponibilité de l'ambulance pour une référence urgente en cas de complication de l'accouchement. La même appréciation a été noté chez les responsables sanitaires des zones visitées.

Néanmoins, **lors des discussions menées avec les femmes, certaines** déplorent que l'ambulance ne soit utilisée qu'uniquement en cas d'accouchement compliqué et où l'urgence s'impose. Elles souhaiteraient que l'ambulance soit également donnée pour d'autres urgences ; notamment les urgences pédiatriques.

*« Des fois quand tu vas du CDS et qu'on te réfère dans un autre hôpital on vous dit que l'ambulance c'est pour les femmes enceintes. Moi ça m'est arrivé quand mon enfant est tombé malade j'ai dû chercher une moto alors que j'avais déjà payé les frais d'ambulance. » CMFnA-Kabuye-Vumbi*

Concernant les soins curatifs, les communautés apprécient les services dispensés au niveau de leur CDS le plus proche sans nier qu'il y a quelques exceptions où elles déplorent le mauvais accueil des soignants.

### **c) L'utilité de CAM**

Les communautés visitées dans les deux zones agro-écologiques, saluent positivement l'apport de la CAM dans la facilitation de l'accessibilité financière aux soins de santé. Sur certaines sous-collines, les communautés ont l'impression que la CAM sert uniquement quand quelqu'un souffre du paludisme car les médicaments les plus disponibles au niveau des centres de santé sont les anti-paludéens.

*« Nous souhaitons que la CAM soit utilisé pour les frais de toutes les maladies et non du paludisme seulement. » CMF-Dépressions du Nord*

*« Si tu as de la chance et que tu as le paludisme tu reçois les médicaments mais pour les autres pathologies on te demande d'aller acheter les médicaments à la pharmacie » CMF-Dépression du Nord*

Les communautés déplorent la non disponibilité des CAM depuis quelques mois et cette information a été confirmée par les autorités sanitaires au niveau provincial. Dans certains endroits, les communautés souhaiteraient que les médicaments puissent être disponibles afin que l'utilité de la CAM soit plus consistante.

*« Nous souhaitons également que les médicaments soient disponibles afin qu'on les reçoive sur la CAM. » CMF-Dépressions du Nord*

Il convient de noter qu'il persiste une catégorie de personnes ne disposant pas de CAM suite au manque de moyens financiers pour pouvoir s'en procurer (3000 fr). La stratégie de catégorisation des bénéficiaires par niveau socio-économique en cours d'élaboration au niveau central viendra probablement en réponse à ce problème.

### **d) Les maladies chroniques**

Les maladies chroniques les plus rapportées sont l'asthme, l'épilepsie. Les communautés confient les difficultés liées à leur prise en charge car cette dernière ne se faisant pas au niveau des CDS suite au manque de médicaments appropriés à ce niveau de la pyramide sanitaire. Ils sont obligés de se rendre à un l'hôpital de district ou hôpital régional ou carrément à Bujumbura. Ceci fait que les frais directs et indirects pour les soins de santé en cas de maladie chronique deviennent hors de portée pour la plupart des communautés visitées.

Le diabète et l'hypertension ont été rarement mentionnés comme maladie chronique très présentes dans la communauté.

### e) Les maladies mentales

Les maladies mentales sont une réalité au sein des communautés des zones visitées. Leur origine est dite le plus souvent naturelle (hérédité, quotient intellectuel élevé, frustrations importantes suite au manque d'auto-développement après un cursus de formation, choc émotionnel, etc) et rarement surnaturellement (ensorcellement dû aux conflits sociaux liés au manque de cohésion sociale). Leur prise en charge connaît les mêmes défis que ceux rencontrés en cas de maladies chroniques : compétences limitées des professionnelles de santé au niveau des CDS, manque de médicaments appropriés, le prix élevé des médicaments. Malgré cela, les communautés préfèrent se faire soigner au niveau des structures sanitaires plutôt que chez les sorciers ou guérisseurs traditionnels.

*« Si quelqu'un ne guérit pas il va chez un guérisseur seulement ça se fait en cachette je ne sais pas s'il y a ceux qui y vont »* CMF-Plateaux centraux humides

Les communautés déplorent que seuls ceux qui peuvent se rendre dans un centre spécialisé bénéficient d'une prise en charge appropriée et connaissent une amélioration, voire la guérison de leur maladie mentale. Par manque de moyens, certains patients sont carrément laissés à eux-mêmes.

*« Moi mon beau-frère on nous a dit qu'il faut l'amener à Bujumbura chez Le gentil (Centre neuro-psychiatrique de Bujumbura) mais comme on n'a pas les moyens on l'a laissé comme ça. »* CMF-Plateaux centraux humides

### f) Nutrition des enfants

Dans l'ensemble **les femmes ont bien intégré les messages sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et disent les appliquer**. Elles déclarent pratiquer **l'allaitement maternel exclusif** jusqu'à 6 mois. Elles sont bien sensibilisées (par les ASC) sur l'alimentation de compléments et ont des notions d'hygiène. La principale barrière à la mise en place de ces recommandations semble économique, notamment pour l'achat de petits poissons qui agrémentent la sauce des enfants ou encore pour l'achat de lait. Les femmes disent également connaître les services de récupération nutritionnelle au sein des structures sanitaires. Elles fréquentent d'ailleurs ces dernières très régulièrement grâce au système de gratuité des soins. Beaucoup de ménages semblent cultiver des légumes (amarantes, choux, oignons, céleri, etc...) pour équilibrer l'alimentation de la famille en général et de l'enfant en particulier. La pratique des jardins de case ou la culture de légumes dans les bas-fonds varie selon les localités. Notons que beaucoup de ménages préféreront construire des étables à proximité de leur habitation plutôt que de consacrer l'espace à la

culture des jardins de case surtout parce qu'il y a la contrainte de l'arrosage pendant la saison sèche.

## 4.2. Le développement des jeunes

### a) Etat des lieux

**La plupart des jeunes interrogés (qu'ils aient été ou non scolarisés) aspirent à construire leur vie sur leur lieu d'origine et sont peu attirés par la migration.** « *Ce qui pousse les jeunes à quitter notre colline, c'est la pauvreté, surtout le manque d'argent dans notre communauté* » (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).

Dans la plupart des cas, la migration (chez les plus pauvres) est une **expérience négative** pour les jeunes hommes comme pour les jeunes femmes. « *Moi quand je suis parti c'était pour la Tanzanie mais je n'ai apporté presque rien à mon retour* ». (FGG Gasura, Commune Vumbi).

Sur la colline, les jeunes gens affirment qu'il y a aussi du travail, mais qu'ils ne gagnent pas assez par rapport à l'étranger. « *Ici chez nous nous travaillons pour trop peu d'argent vraiment 1000fbu par jour c'est trop peu mais en Tanzanie par exemple, tu peux travailler pendant une semaine et pouvoir gagner 20000 fbu et la tu pourras dépenser 5000 fbu pour la ration et pouvoir épargner 15000 fbu pour ta vie future* ». ((FGG Gasura, Commune Vumbi)

La migration est ainsi motivée par la recherche d'un capital pour démarrer des activités sur la zone d'origine. Les jeunes affirment qu'ils ne peuvent pas gagner assez pour faire certains investissements s'ils restent sur la colline. « *Si je reste ici chez nous, je ne parviendrai pas à me faire construire ma propre maison pour mon futur ménage à cause du manque d'argent, et par là tu vas décider de migrer pour chercher de l'argent afin de pouvoir te la faire construire.* (FGG Kabuye, Commune Vumbi)

La plupart d'entre eux déclarent qu'ils n'ont d'autre alternative que de vendre la main d'œuvre s'ils restent chez eux. *Tu t'imagines à quand tu auras de l'argent pour mettre en pratique tes projets, tu pourras opter à quitter juste pour chercher un capital*

Toutefois, peu reviennent avec suffisamment d'argent pour atteindre leurs objectifs. « *Moi quand je suis parti c'était pour la Tanzanie mais je n'ai apporté presque rien à mon retour.*

Dans les milieux plus aisés ou pour les jeunes plus instruits, la motivation de découvrir d'autres horizons est également présente. *L'exiguïté et l'infertilité des terres sont à la base de la migration tant pour les jeunes voire pour les hommes. Je dis cela car si quelqu'un a migré et qu'il ait la chance de trouver de l'argent, il peut retourner pour en acheter les terres dans l'optique d'agrandir les exploitations agricoles* (FGG Kabuye, Commune Vumbi).

Les jeunes migrent principalement vers Bujumbura et vers la Tanzanie, depuis que la frontière avec le Rwanda est fermée. Cependant, la migration sur la Tanzanie semble relativement lucrative mais les nombreuses taxations sur le chemin du retour découragent les jeunes. « *tu peux par exemple aller vers la Tanzanie et là tu travailles et par après, tu collectes une somme équivalente à 100000 fbu. Dans ce cas tu peux rentrer et acheter un porcelet pour 30.000fbu et commencer à l'élever, il va se multiplier dans une année par exemple tu auras un autre porc. Tandis que si tu restes ici chez nous, c'est très difficile de*

*pouvoir t'acheter un porc à cause du manque d'argent. (FGJF Kabamba, Gashikanwa, Ngozi)*

*La migration est cependant liée à plusieurs inconvénients, dont notamment le retard dans des abus sur les lieux de migration. : « moi par exemple là où j'ai été, j'ai été victime d'une discrimination ethnique parce que le village était à majorité d'une même ethnique et moi, il me regardait comme si j'étais quelqu'un comme un vaut rien je dirai, personne ne pouvait accepter de partager la même table, aussi moins le lit. C'est ce qui m'a poussé à quitter l'endroit. (FGG Gikomero, Vumbi, Kirundo)*

Par ailleurs, l'absence temporaire des jeunes sur leur zone natale, les privent (ou retardent) ensuite de plusieurs opportunités de cultiver des terres ou démarrer de nouvelles activités localement. Les jeunes signalent également des mésententes dans la famille occasionnées par le retour malheureux des jeunes ayant quitté leur foyer. *Si la vie en migration n'a pas marché, au retour, de mésententes sont nées et des conflits liés au besoin de vendre les biens de la maison entre autres les exploitations agricoles ou le bétail. FGG Gasura, Vumbi, Kirundo)*

Le départ des jeunes gens de leur colline natale laisse les parents âgés en difficultés.

*Il y a celles qui partent à Bujumbura et laisse un grand vide dans leur maison. Leur parents sont âgés et ne peuvent pas aller chercher du bois, ou puiser de l'eau (FGJF Kabamba, Gashikanwa, Ngozi)*

**Pour les jeunes filles**, c'est également la pauvreté qui les pousse à partir. *La pauvreté dans leur famille elles doivent migrer pour chercher du travail afin qu'elles puissent avoir du savon, de babouche ou pour aider à la survie de leur famille (FGJF Gashikanwa).*

Cependant, leur migration s'accompagne de plusieurs écueils : risque plus élevé de grossesse hors mariage risquant de les marginaliser socialement, moindre opportunité à leur retour de se voir offrir du travail localement ou de trouver un mari.

## **b) Contraintes à l'insertion socio-économique des jeunes**

Les jeunes se sentent délaissés par l'administration et par les programmes de développement. La plupart, surtout chez les jeunes garçons, sont très avides d'information et de formation et ont une grande volonté d'entreprendre (dans le domaine agricole/élevage pour les localités les plus éloignées des centres urbains mais aussi dans d'autres secteurs dans les localités plus proches des villes). *A la paroisse Bugwana, on a une possibilité d'apprendre des métiers (couture) mais les moyens nous font défaut parce qu'après la formation de couture, la machine est achetée à 300000 fbu que tu dois payer toi-même. (FGG Cendajuru, commune Vumbi)*

Des associations de jeunes (mixtes) se créent de manière spontanée mais leurs actions restent toutefois limitées en raison d'un manque de capital et de mentoring. En effet, après la formation, ils ont besoin du matériel et se trouvent dans l'impossibilité de l'acquérir par manque de moyens financiers. Dans plusieurs localités, les jeunes ont regretté le manque de transfert de connaissance intergénérationnel. L'apprentissage d'un nouveau métier auprès de professionnels nécessite en général un capital qui est rarement disponible et les adultes sont souvent trop préoccupés par leurs tâches quotidiennes. Il existe sur Kirundo plusieurs projets pour la formation professionnelle mais ceux-ci n'atteignent pas les jeunes des collines rurales. Les taxations communales sur la commercialisation des produits ont

également été mentionnées comme des facteurs de découragement des initiatives économiques (voir section suivante).

Les jeunes filles ne sont pas en reste concernant les projets d'avenir et certaines ont un vrai sens du business. Nombreuses d'entre elles, cherchent à s'assurer un minimum de sécurité économique avant d'envisager le mariage. Cela varie selon les localités mais dans l'ensemble, elles sont à la recherche d'autonomie afin de pouvoir être respectées dans leur futur foyer.

#### 4.3 La taxation des produits agricoles

Concernant la taxation des produits agricoles deux discours contradictoires se dégagent. Il s'agit du discours des administratifs à la base et celui des contribuables (les populations). Ce discours contrasté est tout effet expliqué du moment que « les taxes constituent une charge économique importante pour les contribuables ».

Pour les administratifs à la base : *« Ce sont les taxes qui financent le développement par la construction des infrastructures (routes, écoles, hôpitaux et centres de santé, adduction d'eau, etc.) sans oublier le paiement des agents de la commune. Les populations ont été suffisamment sensibilisées sur l'intérêt de payer les taxes et le font sans sourciller. » Chef de colline Kabuye-Vumbi*

**Pour les contribuables (les populations rencontrées), les taxes sont très élevées (exorbitantes) et limitent l'activité commerciale.** Et pour limiter les escapades, les administrations locales (communes) ont érigé des barrières au niveau des différents axes routiers menant vers les marchés. Ceux qui payent au niveau des barrières ne vont plus payer quand les produits sont vendus au marché.

Des plaintes ont été particulièrement entendues chez les vendeurs du vin de banane. La taxation les frappe quand, ils s'approvisionnent en matière première (la banane) et quand ils vendent leur vin. Il y a des montants qui sont payés chaque semaine et ceux qui sont payés annuellement.

#### 4.4 Le domaine de l'énergie

La plupart des ménages des plateaux centraux humides utilisent le bois comme source d'énergie, spécialement pour la cuisson.

*« ...par exemple pour la cuisson, nous utilisons du bois de chauffage, difficilement accessible à tel point qu'il peut même être une source de conflits familiaux. (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).*

L'utilisation des foyers améliorés limite la consommation du bois et la vitesse de déboisement/déforestation. En plus, l'usage des toilettes améliorées permet, non seulement de garantir l'hygiène, mais aussi produire des fertilisants.

*« Les foyers améliorés et les latrines adéquates AKASUGA que nous utilisons sont des œuvres de TUBEHONEZA. AKASUGA en plus du lieu d'aisance très améliorée, nous procure de la fumure organique de grande utilité. L'urine qui est extraite dans un bidon à part est utilisée comme l'urée pour les plantes. Le reste des déchets est utilisé après*



*décomposition comme fumure organique. Mes fils utilisent déjà ces urines dans leur plantation de plume de japon. Leur champ est vraiment agréable à voir, ils ont même vendu une partie de leur récolte à 500000 Fbu. Aujourd'hui les fruits sont à maturité ils sont vendus à la route RN1 ou bien ils acheminés à Bujumbura. » (CMFA Nyabibuye – Ngendo-Butaganzwa)*

Pour l'éclairage, très peu de ménages disposent des plaques solaires.

*« ...pour l'éclairage en plus des lampes torches a piles, il y a peu de gens dans cette localité qui disposent des panneaux solaires, qu'ils vont aussi utiliser pour d'autres activités ». (FGG Kabuye, Vumbi, Kirundo).*

Les plaques solaires sont considérées comme un privilège des riches.

*« Il y a des voisins qui utilisent les panneaux solaires pour nous ce n'est pas le cas. C'est très cher. On utilise les torches pour éclairer la maison. » (FGJF Kabamba, Gashikanwa, Ngozi)*

La population est cependant de l'avis que l'utilisation des plaques solaires pour des activités génératrices de revenue est très limitée du fait de sa faible puissance.

*On ne peut pas faire les soudures en utilisant les panneaux solaires ou faire marcher un moulin à l'aide d'un panneau solaire » (FGJF Cendajuru, Vumbi)*

## **CONCLUSIONS**

### **a) En matière de développement rural**

- Si les activités agropastorales dominant dans le milieu rural, les réussites des ménages sont liées à leurs capacités de dégager des surplus commercialisables sur les marchés locaux ou un peu éloignés. La banane est le produit principalement commercialisé malgré la taxation jugée trop élevée par les acteurs se trouvant sur la chaîne.
- La commercialisation des produits agricoles et animaux est facilitée par la présence des marchés (dont certains se tiennent quotidiennement dans les zones semi urbaines) et des routes.
- Pour dégager des surplus commercialisables, les ménages font face à beaucoup de limites à savoir l'amenuisement des terres agricoles, la perte de leur fertilité et le faible niveau du capital pour acheter les intrants de qualité (engrais et semences) permettant d'augmenter les rendements. L'élevage qui aide dans la restitution de la fertilité des sols n'est accessible qu'à une minorité et est lui-même contraint par de nombreux défis (épizooties, vols de bétail, faible potentiel génétique, manque d'alimentation pour le bétail, etc.)
- Beaucoup d'intervenants (structures administratives, ONG locales et internationales, etc.) appuient la population mais font face à une forte demande (suite à la pression



démographique), ce qui limite l'impact de leurs actions. Les moyens demeurent très limités par rapport aux besoins et insuffisamment ciblés sur les plus pauvres qui font face à de multiples défis (sociaux, économiques).

- Le manque d'opportunités d'emplois rémunérateurs dans le milieu (absence d'entreprises limité par le manque de capital pour investir et le manque de formation professionnelle des jeunes et les taxations) enfonce les ménages dans l'état de pauvreté et pousse les jeunes à l'aventure : migrations vers les centres urbains et les pays limitrophes malgré leur désir de s'investir sur leur zone d'origine. Dans une minorité de cas, ces migrations apportent des résultats positifs.
- Les groupements locaux d'épargne et de crédit sont très dynamiques et ont besoins d'appuis pour leur maturité.
- Pour renforcer la résilience des populations des interventions allant dans les sens du développement rural (mise en place des infrastructures à HIMO et utilisant les matériaux locaux, des hangars de stockage, l'enseignement des métiers, la multiplication des semences, le repeuplement du cheptel couplé avec le développement de la santé animale et de la production d'aliments pour le bétail, etc.) sont à envisager.

## **b) En matière de santé**

- Le recours au système de santé en cas de maladie est le comportement le plus retrouvé chez les communautés visitées sauf dans de rares cas où la suspicion d'empoisonnement est là. Les services curatifs et préventifs offerts au niveau des structures sanitaires sont généralement appréciés par les communautés.
- Le système d'assurance maladie par la CAM est très apprécié par les communautés tout en déplorant quelques-unes de ses lacunes : indisponibilité des cartes, manque de médicaments sauf les antipaludéens limitant ainsi la contribution de la CAM à l'accès financier aux soins de santé.
- La disponibilité des ambulances pour la facilitation du système référence et contre-référence en cas d'urgence est très appréciée par les communautés et surtout les femmes mais le souhait de ces dernières est que ces ambulances puissent aussi servir en cas d'autres urgences surtout les urgences pédiatriques.
- Les frais occasionnés par la prise en charge des effets secondaires liés aux contraceptifs constituent une barrière aux soins de santé et l'utilisation de ceux-ci ;
- La santé mentale est un problème réel dans les communautés burundaises et la prise en charge des maladies mentales reste très problématique dans la mesure où les structures sanitaires pouvant s'en occuper sont y sont quasi inexistantes.

## **c) En matière du développement des jeunes**

- Les jeunes qu'ils aient ou non étaient scolarisés migrent pour chercher du capital à investir sur leur lieu d'origine (les migrations sont toutefois plus lointaines pour les jeunes avec un niveau d'instruction plus élevé). S'ils ont des opportunités sur place, ils sont peu attirés par la migration.
- Ils affirment qu'ils ne peuvent pas gagner assez pour faire certains investissements s'ils restent sur la colline.
- Dans les milieux plus aisés ou plus instruits, les jeunes migrent pour découvrir d'autres horizons.
- La principale destination pour la migration des jeunes est Bujumbura ou la Tanzanie.
- L'absence temporaire des jeunes sur leur zone natale les privent de plusieurs opportunités de cultiver des terres ou démarrer de nouvelles activités localement.
- Le départ des jeunes gens de leur colline natale laisse les parents âgés en difficultés
- La migration des jeunes filles est plus problématique que celle des jeunes garçons car elle est liée à un risque plus élevé de grossesse hors mariage risquant de les marginaliser socialement, moindre opportunité à leur retour de se voir offrir du travail localement ou de trouver un mari.
- Les jeunes se sentent délaissés par l'administration et par les programmes de développement.
- Ils sont avides d'information et de formation et ont une grande volonté d'entreprendre
- La plupart voudraient bien entrer dans des associations, mais il leur manque les moyens pour cotiser
- L'apprentissage d'un nouveau métier auprès de professionnels nécessite en général un capital qui est rarement disponible et les adultes sont souvent trop préoccupés par leurs tâches quotidiennes. Il existe sur Kirundo plusieurs projets pour la formation professionnelle mais ceux-ci n'atteignent pas les jeunes des collines rurales.
- Les jeunes filles ont un vrai sens du business et cherchent à s'assurer un minimum de sécurité économique d'envisager le mariage.

## RECOMMANDATIONS

### Recommandations générales

- Favoriser et accompagner la réalisation des plans de développement auto-choisis par les populations (coaching/mentoring, mini-business plans, épargne et crédit, formation) ;
- Favoriser les initiatives associatives par affinités ou caractéristiques communes (associations de jeunes, des personnes travaillant l'argile, etc.), afin d'améliorer leur capacité à s'informer, se former, défendre leurs droits et commercialiser ;
- Porter une attention particulière à la COHESION SOCIALE, au renforcement de la confiance au sein des communautés et au renforcement de la confiance au sein des populations et avec les autorités et services de base.
- Renforcer la connaissance des droits et le respect des droits. Favoriser le sentiments de justice dans les services de base à la population.
- Renforcer la coordination entre les acteurs locaux (notamment ONG) en cohérence avec les cadres de développement locaux existants.

### En matière de protection d'environnement

- D'une manière générale, la protection du patrimoine foncier doit se poursuivre pour limiter les pertes de la fertilité. Cela peut passer par plusieurs actions concrètes<sup>12</sup> :
- Des campagnes de sensibilisation des populations doivent se poursuivre pour une prise de conscience des enjeux pour les générations futures. Rappeler l'intérêt de la lutte contre les feux de brousse.
- Les travaux d'intérêt général doivent se poursuivre dans le cadre du cash ou food for work (aménagement et/ou réhabilitation des courbes de niveaux, aménagement des marais, etc.)
- La production et la multiplication des essences forestières qui cohabitent avec les cultures dans les champs.
- L'aménagement et la protection des collines par des plants agroforestiers, du moment que ces plants participent également à l'alimentation des animaux surtout pendant la saison sèche.

---

<sup>12</sup> Directeur du BPEAE Kayanza

## **En matière d'agriculture**

Nous avons retrouvé des populations qui ont une certaine vision de leur avenir et qui sont tout de même limitées par le manque de moyens. Ils ont compris qu'il est possible de produire beaucoup sur de petits lopins de terres. Mais les contraintes liées à l'intensification agricole sont nombreuses :

- Les terres ont pour la plupart perdu leur fertilité suite à l'érosion et à la surexploitation (abandon de la jachère).
- Les paysans manquent des moyens pour se payer les semences sélectionnées qui sont susceptibles de permettre les meilleurs rendements
- Certains ménages les engrais minéraux sont chers malgré la politique de subvention.
- La pratique d'élevage (petits ruminants) n'est pas possible pour certains ménages, alors qu'elle est complémentaire par son apport de la fumure organique. En effet, pas d'animaux, pas de fumure organique. Et en cas du non usage de la fumure organique, pas de production, étant donné que même la fumure minérale répond mieux une fois associée à la fumure organique.
- Pour appuyer les paysans :
  - Développer des pratiques d'amélioration de la production engrais organique / compostage.
  - Vulgariser la formation technique agricole à large échelle, y compris pour les petits producteurs.
  - Des programmes de repeuplement du cheptel (petit bétail) devraient se poursuivre et atteindre le plus grand nombre de ménage. Cela doit s'accompagner de mesures pour améliorer la santé animale et le lien santé animale/santé humaine et de mesures pour améliorer l'alimentation animale.
  - Distribution des semences de qualité devrait permettre d'augmenter les rendements. Les semences sélectionnées concernent diverses productions (vivrières, légumes, boutures de manioc, patate douce, etc.)
  - Les soins des plantes est un autre domaine qui devrait également attirer plus d'attention.
  - Le problème de l'insuffisance de l'offre des engrais FOMI devrait être résolu

## **En matière d'élevage**

- Ceux qui pratiquent l'élevage font face à deux défis majeurs qui sont la santé<sup>13</sup> des animaux et leur rendement.
- Les appuis en matière d'élevage devraient porter sur l'amélioration génétique pour une meilleure production de la viande et du lait. Sensibiliser et généraliser les pratiques d'insémination artificielle (IA) pour améliorer les races locales. Cela sera fait par des techniciens bien formés et équipés.
- Distribuer des animaux hautement productifs (viande et lait)
- La santé des animaux devrait être assurée par les mêmes techniciens (formés et équipés). Mais ici, le problème concerne le paiement puisqu'il faut des médicaments en plus des actes qui sont posés par les techniciens. Les populations doivent également être mieux informés sur le lien santé animale/santé humaine.
- Développer les opportunités locales pour l'alimentation animale, notamment les haies fourragères.

## **En matière de recherche**

- En vue de faire face aux effets des changements climatiques, la recherche doit porter sur variété des cultures résistantes et à courte saison et sur l'agroforesterie.
- Les cultures comme la colocase (qui a presque disparue), le manioc, le haricot bio fortifié en fer, la patate douce à chair orange devraient attirer plus d'attention étant donné leur niveau de contribution à la sécurité alimentaires des ménages.
- En matière d'élevage, la recherche doit porter sur l'amélioration des rendements (lait et viande) et la santé des animaux
- Concernant la pisciculture (élevage des poissons est un domaine à explorer), l'appui au niveau de la production-multiplication des alevins devrait être bon un départ.
- Favoriser les échanges avec d'autres pays ayant des avancées sur ces sujets et des écosystèmes compatibles (ex: Ethiopie).

## **En matière de santé**

---

<sup>13</sup> Nous avons effectué la collecte des données (juin 2022) au moment où la maladie dite « fièvre da la vallée du rift » faisait rage dans les provinces du Nord. Le mouvement des animaux (bovins, caprins et ovins), leur commercialisation et abattage étaient interdits. Au moment de la rédaction de ce rapport (juillet 2022), ces mesures restent en vigueur sans qu'on sache quand elles pourront être levées.

- Généralisation des systèmes d'assurance santé (s'assurer de la disponibilité des CAM) couplée à la disponibilité des médicaments dans les structures sanitaires
- L'octroi d'ambulance supplémentaire résoudrait en partie le système de référence en cas d'urgences qui vont au-delà des urgences obstétricales.
- La subvention des soins de santé en cas d'effets secondaires aux contraceptifs.
- Rendre plus accessibles techniquement, financièrement, géographiquement les soins de santé pour les maladies chroniques en général et santé mentale en particulier.
- Diversifier le service de santé (formation et disponibilité du personnel, équipements) pour répondre aux diverses problématiques de santé (problèmes dentaires, optiques, fractures, etc.).

### **En matière d'insertion socio-économique des jeunes**

- Promouvoir les activités génératrices de revenu en dehors de l'agriculture et de l'élevage
- Encourager la participation/création des associations d'épargne et de crédits pour avoir le capital nécessaire pour démarrer des activités sur la zone d'origine.
- Organiser des séances de formation professionnelle le domaine agricole/élevage aussi dans d'autres métiers
- Mener un plaidoyer pour la réduction des taxations communales sur la commercialisation des produits pour encourager les initiatives économiques des jeunes.
- Généraliser l'accès à l'électricité pour permettre certaines activités génératrices de revenu.